



DÉCEMBRE 2025

CANADA-AFRIQUE

Saisir une opportunité stratégique

Rapport du Comité sénatorial permanent
des affaires étrangères et du commerce international

L'honorable Peter M. Boehm, président
L'honorable Peter Harder, c.p., vice-président



Pour de plus amples renseignements, veuillez nous contacter :

Courriel : AEFA@sen.parl.gc.ca

Téléphone : 1-800-267-7362

Adresse postale : Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international

Sénat du Canada, Ottawa (Ontario) Canada K1A 0A4

Ce rapport peut être téléchargé à l'adresse suivante : www.sencanada.ca

Le Sénat est présent sur X : @SenatCA

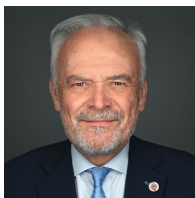
Suivez le comité en utilisant le mot-clic #AEFA

This report is also available in English.

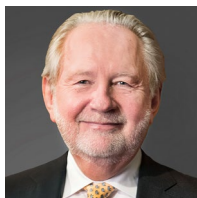
Table des matières

Membres du comité.....	4
Ordre de renvoi.....	6
Résumé	7
Liste de recommandations	9
Introduction	14
Le contexte africain : à la croisée des possibilités et des défis.....	15
Perspectives démographiques et socioéconomiques	16
Position géostratégique	18
Principes directeurs pour l’approche du Canada en Afrique	21
Engagement régional et multilatéral	24
Favoriser les partenariats avec l’Union africaine et d’autres parties.....	26
La Zone de libre-échange continentale africaine	28
La présence et les capacités diplomatiques	29
Envoyés spéciaux pour l’Afrique et le Sahel	31
Les piliers stratégiques de l’engagement du Canada en Afrique	32
La paix et la sécurité	33
Les défis de sécurité au Sahel	35
Soutenir les opérations de paix dirigées par l’Afrique	37
Des processus de paix et de prévention des conflits inclusifs.....	39
La gouvernance et le développement	41
Soutenir la bonne gouvernance en Afrique.....	42
L’évolution du contexte du développement en Afrique	47
Le commerce, les investissements et les relations.....	51
Atténuer les risques de l’engagement commercial en Afrique pour le Canada	56
La participation de la diaspora.....	58
Le traitement des demandes de visa	60
Conclusion.....	61
Annexe A – Témoins	62
Annexe B – Mémoires et témoignages complémentaires	68

Membres du comité

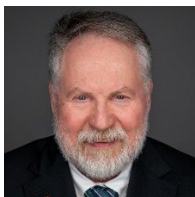


L'honorable
Peter M. Boehm
Président

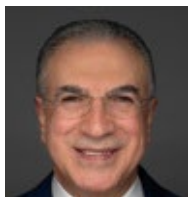


L'honorable
Peter Harder, c.p.
Vice-président

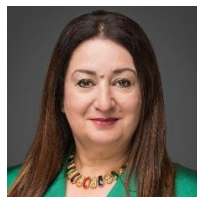
Les honorables sénateurs et sénatrices



Charles S. Adler



Mohammad
Al Zaibak



Salma Ataullahjan



Mary Coyle



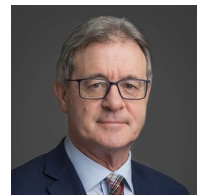
Marty Deacon



Amina Gerba



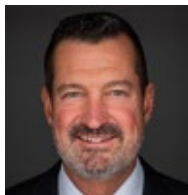
Martine Hébert



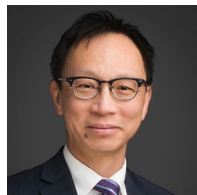
Michael L.
MacDonald



Mohamed-Iqbal
Ravalia



Duncan Wilson



Yuen Pau Woo

Membres d'office du comité :

L'honorable Pierre Moreau, c.p., ou l'honorable Patti LaBoucane-Benson
L'honorable Leo Housakos ou l'honorable Yonah Martin
L'honorable Raymonde Saint-Germain ou l'honorable Bernadette Clement
L'honorable Scott Tannas ou l'honorable Rebecca Patterson
L'honorable Brian Francis ou l'honorable Judy A. White

Autres sénateurs et sénatrices ayant participé à l'étude :

L'honorable sénatrice Gwen Boniface (ancienne membre retraitée)
L'honorable sénatrice Michèle Audette
L'honorable sénateur Andrew Cardozo
L'honorable sénateur Tony Dean
L'honorable sénateur Daryl S. Fridhandler
L'honorable sénateur Stephen Green (ancien membre retraité)
L'honorable sénatrice Margo Greenwood
L'honorable sénateur Leo Housakos (ancien membre)
L'honorable sénateur Stan Kutcher
L'honorable sénatrice Marnie McBean
L'honorable sénateur John M. McNair
L'honorable sénateur David Richards (ancien membre retraité)
L'honorable Mary Robinson (ancienne membre)
L'honorable sénatrice Krista Ross
L'honorable sénatrice Suze Youance

Recherche et éducation, Bibliothèque du Parlement :

Zachariah Black, analyste
Brian Hermon, analyste

Direction des comités du Sénat :

Chantal Cardinal, greffière à la procédure
Louise Martel, adjointe administrative

Direction des communications du Sénat :

Amely Coulombe, gestionnaire, Communications stratégiques
Sabryna Lemieux, agente de communication

Ordre de renvoi

Extrait des *Journaux du Sénat* du mardi 7 octobre 2025 :

L'honorable sénateur Harder, C.P., propose, au nom de l'honorable sénateur Boehm, appuyé par l'honorable sénateur Klyne,

Que le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international soit autorisé à étudier, afin d'en faire rapport, les intérêts et l'engagement du Canada en Afrique, et d'autres questions connexes;

Que les documents reçus, les témoignages entendus, et les travaux accomplis par le comité sur ce sujet au cours de la première session de la quarante-quatrième législature soient renvoyés au comité;

Que le comité soit autorisé, nonobstant les pratiques habituelles, à déposer des rapports sur cette étude auprès de la greffière du Sénat, si le Sénat ne siège pas à ce moment-là, et que les rapports soient réputés avoir été déposés au Sénat;

Que le comité soumette son rapport final au Sénat au plus tard le 31 mars 2026, et qu'il conserve tous les pouvoirs nécessaires pour diffuser ses conclusions dans les 180 jours suivant le dépôt du rapport final.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

La greffière du Sénat,

Shaila Anwar

Résumé

Le Canada doit s'investir pleinement dans un engagement en Afrique s'il ne veut pas manquer le coche. Voilà la principale conclusion de l'étude sur les intérêts et l'engagement du Canada en Afrique réalisée par le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international (le comité). Cette étude brosse le tableau d'un continent africain en pleine évolution qui se démarque par la forte croissance de sa jeune population, son essor économique et la hausse de son influence géostratégique. Malgré le rôle et l'influence croissants de l'Afrique sur la scène internationale, le comité a appris que le Canada n'avait pas adapté son engagement envers le continent en conséquence, ce qui a entraîné des occasions manquées et une érosion progressive de sa pertinence en Afrique.

Le présent rapport examine l'engagement du Canada en Afrique sous l'angle du renforcement des partenariats mutuellement profitables avec des intervenants africains. Il commence par une vue d'ensemble des possibilités et des difficultés actuelles et futures en Afrique, suivi d'un résumé des principes directeurs qui devraient orienter l'engagement du Canada dans ce continent. En particulier, le rapport décrit des moyens pour le Canada de renforcer ses relations avec les pays d'Afrique aux niveaux régional et multilatéral, y compris par l'intermédiaire de l'Union africaine, des Communautés économiques régionales de l'Afrique et du Groupe des vingt. Le rapport énumère aussi des priorités stratégiques du Canada en Afrique, notamment dans les domaines de la paix et de la sécurité, de la gouvernance et du développement, ainsi que du commerce, des investissements et des relations.

Il contient 21 recommandations pour aider le gouvernement canadien à renforcer l'engagement du Canada en Afrique. Les recommandations du comité abordent plusieurs questions, y compris l'amélioration du dialogue politique avec la Commission de l'Union africaine, la contribution à la mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine, et la mobilisation du soutien apporté aux opérations de paix sous conduite africaine et à d'autres priorités africaines comme l'Agenda 2063. Il est aussi recommandé que le gouvernement du Canada fasse progresser les relations commerciales et les projets d'investissements canado-africains en investissant dans Exportation et développement Canada, le Service des délégués commerciaux et d'autres organismes et outils conçus pour « dé-risquer » et approfondir son engagement commercial dans le continent africain.

L'étude du comité s'est terminée durant une période de grande turbulence dans les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis. Le climat économique actuel fait ressortir l'urgence pour le Canada de diversifier ses relations commerciales et de bâtir de solides partenariats stratégiques avec des pays du monde entier. À une époque marquée par l'incertitude géopolitique et les menaces

pour le libre-échange, le comité est d'avis que le renforcement des partenariats en Afrique représente plus qu'une occasion de croissance économique; c'est une nécessité stratégique. Le Canada devrait concrètement faire une priorité de son engagement en Afrique.

Liste de recommandations

Recommandation 1

Le gouvernement du Canada devrait produire un plan d'action exhaustif et concret comportant des objectifs quantifiables, des délais et des ressources allouées pour assurer une mise en œuvre efficace et cohérente de la Stratégie du Canada pour l'Afrique. Par souci de transparence et de responsabilisation, le gouvernement du Canada devrait aussi produire un rapport annuel sur l'avancement et les résultats de la Stratégie du Canada pour l'Afrique.

Recommandation 2

Le gouvernement du Canada devrait régulièrement tenir des dialogues de haut niveau avec la Commission de l'Union africaine et envisager d'organiser un sommet avec les chefs d'État africains.

Recommandation 3

Le gouvernement du Canada devrait échanger avec ses partenaires du G7 et du G20 pour accroître le soutien et les ressources consacrés aux priorités africaines, y compris pour l'Agenda 2063.

Recommandation 4

Le gouvernement du Canada devrait continuer à offrir un soutien financier et technique pour la mise en œuvre et l'opérationnalisation de la Zone de libre-échange continentale africaine.

Recommandation 5

Le gouvernement du Canada devrait renforcer l'engagement et le soutien qu'il apporte à l'Union africaine et aux communautés économiques régionales de l'Afrique et devrait accroître la présence du Canada sur leur territoire.

Recommandation 6

Affaires mondiales Canada devrait veiller à ce que tous ses employés canadiens aient accès à des cours fondés sur l'expertise fonctionnelle et géographique concernant l'Afrique et devrait soutenir les employés qui souhaitent obtenir successivement plusieurs affectations outre-mer en Afrique.

Recommandation 7

Le gouvernement du Canada devrait préciser les rôles et les priorités de l'envoyé spécial du Canada pour l'Afrique et de l'envoyé spécial du Canada pour le Sahel et devrait fournir aux deux envoyés les ressources dont ils ont besoin pour remplir leur mandat.

Recommandation 8

Le gouvernement du Canada devrait faire du Sahel une priorité dans le cadre de ses programmes de sécurité en Afrique et devrait chercher des occasions de jouer un rôle rassembleur auprès de ses partenaires internationaux pour soutenir le dialogue et la paix dans la région.

Recommandation 9

Le gouvernement du Canada devrait soutenir la mise en œuvre de la résolution 2719 du Conseil de sécurité des Nations Unies et devrait stimuler le soutien international pour les opérations de paix dirigées par l'Afrique.

Recommandation 10

Le gouvernement du Canada devrait donner la priorité aux processus de consolidation de la paix pluralistes et inclusifs en Afrique, y compris en soutenant des programmes qui favorisent la participation des femmes et des jeunes africains à toutes les étapes des processus de paix et des initiatives de prévention des conflits.

Recommandation 11

Le gouvernement du Canada devrait préciser le statut du Bureau de l'ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises et donner à ce bureau – ou à un nouveau mécanisme de traitement des plaintes et d'application de la loi – le pouvoir et les ressources nécessaires pour qu'il puisse faire enquête rapidement et efficacement sur les plaintes formulées contre les entreprises canadiennes qui mènent des activités en Afrique.

Recommandation 12

Le gouvernement du Canada devrait donner la priorité au soutien de l'éducation à tous les niveaux en Afrique et devrait soutenir l'élargissement des connaissances et de l'expertise sur l'Afrique au sein des institutions publiques canadiennes.

Recommandation 13

Le gouvernement du Canada devrait encourager et faciliter l'établissement de partenariats et d'autres liens entre les universités et les centres de recherches du Canada et de l'Afrique.

Recommandation 14

Le gouvernement du Canada devrait cerner les lacunes dans les domaines du financement du développement en Afrique où le Canada dispose d'un avantage comparatif et devrait s'engager à y consacrer des ressources à long terme pour les combler.

Recommandation 15

Dans le cadre de la Stratégie du Canada pour l'Afrique, le gouvernement du Canada devrait prévoir des capitaux supplémentaires pour les activités de FinDev Canada en Afrique. FinDev Canada devrait faire en sorte que ses activités en Afrique soient visibles, ciblées et compatibles avec les priorités continentales décrites dans l'Agenda 2063.

Recommandation 16

Le gouvernement du Canada devrait désigner l’Afrique comme une priorité stratégique de son programme de diversification commerciale et devrait se pencher sur les possibilités de faire avancer la négociation d’accords de libre-échange avec les pays africains.

Recommandation 17

Le gouvernement du Canada devrait renforcer le Service des délégués commerciaux et les autres outils et mécanismes conçus pour soutenir les entreprises canadiennes qui veulent faire du commerce avec des pays africains ou investir dans ces pays.

Recommandation 18

Le gouvernement du Canada devrait chercher à conclure de nouveaux accords sur la promotion et la protection des investissements étrangers avec des pays africains pour améliorer la protection des investisseurs et stimuler les investissements bilatéraux.

Recommandation 19

Le gouvernement du Canada devrait renforcer le soutien qu’il apporte à Exportation et développement Canada et aux autres instruments conçus pour réduire les risques et accroître l’engagement commercial canadien en Afrique.

Recommandation 20

Le gouvernement du Canada devrait veiller à ce que le mécanisme de mobilisation de la diaspora donne lieu à des interactions périodiques fructueuses avec la diaspora africaine au Canada et la diaspora canadienne en Afrique. L’un des objectifs du gouvernement du Canada devrait être de s’appuyer sur le mécanisme de mobilisation de la diaspora pour mettre sur pied de nouvelles initiatives fondées sur les relations interpersonnelles entre le Canada et les pays africains, comme des échanges d’étudiants. Le gouvernement du Canada devrait aussi envisager d’établir un organisme consultatif plus formel qui s’occuperait des consultations menées auprès de la diaspora africaine au Canada.

Recommandation 21

Le gouvernement du Canada devrait réviser ses systèmes et ses structures de traitement des demandes de visa provenant de personnes en Afrique qui désirent se rendre au Canada afin que les délais et les normes de service connexes soient raisonnables et équitables.

Introduction

Le Canada doit s'investir pleinement dans un engagement en Afrique. Voilà la principale conclusion de l'étude sur les intérêts et l'engagement du Canada en Afrique réalisée par le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international (le comité). L'Afrique a une jeune population en expansion, des taux de croissance économique qui surpassent la moyenne mondiale, des ressources naturelles en abondance, et une importance géostratégique qui va croissant. Ce continent fait aussi face aux difficultés les plus graves et les plus tenaces du monde (conflits, pauvreté, déplacements de populations, changement climatique) qui ont toutes des ramifications internationales. Or, malgré la place grandissante que l'Afrique occupe dans le monde, le comité a appris que l'engagement du Canada dans ce continent a tellement diminué au cours des dernières années que nous nous privons de certaines occasions et que nous perdons de notre influence et de notre pertinence en Afrique. Bref, le Canada doit sans tarder renouveler son engagement dans une Afrique en plein essor s'il ne veut pas manquer le coche.

Au cours de son étude, le comité a consacré 26 heures à l'écoute de plus de 65 témoins¹, qui comprenaient Son Excellence Bankole Adeoye, commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité; quatre chefs de mission africains en déploiement au Canada; des représentants d'organisations de la société civile (OSC), d'organisations internationales et de groupes d'affaires; ainsi que des universitaires, des spécialistes de la politique publique et des fonctionnaires canadiens. Le comité a également reçu de nombreux mémoires qui ont éclairé ses travaux².

Le comité avait terminé une grande partie de son étude lorsque la dernière session a été prorogée et que le Parlement a été dissolu au début de 2025. La plupart des témoignages cités dans le présent rapport ont donc été faits en 2024. Pour que son rapport contienne l'information la plus récente, à l'automne 2025, le comité a reçu une mise à jour de la part de représentants d'Affaires mondiales Canada (AMC), y compris l'ambassadeur Ben Marc Diendéré, qui est observateur permanent auprès de l'Union africaine (UA) et envoyé spécial pour l'Afrique, ainsi que Marcel Lebleu, ambassadeur du Canada auprès de la République du Sénégal et envoyé spécial pour le Sahel. Il est important de souligner que cette réunion supplémentaire a renseigné le comité sur la nouvelle Stratégie du Canada pour l'Afrique que le gouvernement a publiée en mars 2025.

¹ Voir la liste complète des témoins à l'annexe A.

² Pour consulter la liste complète des mémoires, voir l'annexe B et Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international (AEFA), [Examiner, pour en faire rapport, les intérêts et l'engagement du Canada en Afrique, Mémoires et autres documents](#).

Le comité est conscient de l'immense diversité des populations africaines et du fait que chaque pays africain a son propre assortiment de possibilités et de défis, mais il a examiné l'engagement du Canada dans le continent tout entier plutôt que dans des pays ou des sous-régions en particulier. Cette approche lui a permis de faire une analyse exhaustive de la présence, des priorités et des politiques globales du Canada en Afrique. Elle lui a aussi permis d'évaluer l'approche stratégique élargie du Canada à l'égard de l'Afrique, plutôt que d'examiner chaque relation bilatérale.

Le présent rapport commence par une description du contexte africain, y compris des possibilités et des défis actuels et naissants sur le continent. S'ensuit une réflexion sur des éléments qui ont été présentés au comité, comme des principes à prendre en compte dans l'engagement du Canada en Afrique, puis sur les moyens pour le Canada de renforcer son engagement multilatéral auprès des pays africains. On aborde ensuite certaines priorités stratégiques pour le Canada en Afrique, y compris dans les domaines de la paix et de la sécurité, de la gouvernance et du développement, ainsi que du commerce, des investissements et des relations. Des recommandations à l'intention du gouvernement du Canada sont fournies tout au long du rapport.

Le contexte africain : à la croisée des possibilités et des défis

Depuis un certain temps, je pense que nous avons le sentiment que l'Afrique est considérée comme un pays, mais l'Afrique est un continent de 54 pays aussi complexes et diversifiés que vous pouvez l'imaginer, culturellement parlant, politiquement parlant et économiquement parlant³.

- **Son Excellence Ngole Philip Ngwese, haut-commissaire du Cameroun au Canada,
11 décembre 2024**

Le monde change, et une grande partie de ce changement se produit en Afrique. La population du continent, qui s'élève aujourd'hui à 1,4 milliard d'habitants, dont 60 % ont moins de 25 ans, devrait atteindre 2,5 milliards d'ici 2050. D'ici 2050, un humain sur quatre sera africain. Un jeune sur trois vivra en Afrique, et deux enfants sur cinq seront africains. Ce séisme de la démographie africaine ne transforme pas seulement les pays africains. Il peut aussi transformer les relations du continent avec le reste du monde⁴.

- **Shelly Whitman, directrice générale, Dallaire Institute for Children, Peace and Security,
23 mai 2024**

³ AEFA, *Témoignages*, 11 décembre 2024 (Son Excellence Ngole Philip Ngwese).

⁴ AEFA, *Témoignages*, 23 mai 2024 (Shelly Whitman).

Perspectives démographiques et socioéconomiques

L'Afrique n'est pas un monolithe. C'est un vaste continent divisé en cinq sous-régions et comprenant 54 États membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU)⁵ dont la population totale se chiffre à 1,4 milliard de personnes. Il y a une immense diversité au niveau du continent et au niveau de ses pays. On trouve en Afrique à la fois certains des pays les moins densément peuplés (comme Sao Tomé-et-Principe, dont la population est estimée à 235 000 habitants) et des pays les plus densément peuplés (comme le Nigéria, dont la population est estimée à 232 millions d'habitants)⁶. Dans le domaine politique, l'Afrique compte des démocraties à part entière, des démocraties imparfaites, des régimes hybrides et des régimes autoritaires⁷. Bien que la Banque mondiale classe la plupart des pays africains dans la catégorie des pays à faible revenu (21) ou dans celle des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (23), l'Afrique a aussi neuf pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et un pays à revenu élevé (Seychelles)⁸. L'Afrique a également une grande diversité linguistique, culturelle, religieuse et ethnique. On estime qu'il y a plus de 2 000 langues parlées en Afrique, ce qui représente environ le tiers du nombre total de langues parlées dans le monde⁹.

Dans l'ensemble, les témoins ont souligné que l'Afrique est hétérogène, complexe et ne peut être comprise à travers un prisme unique. Le comité a aussi appris que la démographie africaine subit des changements rapides qui vont transformer le continent de manières que l'on ne saisit pas encore tout à fait. La population

⁵ L'Union africaine (UA) reconnaît 55 pays africains, c'est-à-dire les 54 pays reconnus par l'ONU et la République arabe sahraouie démocratique (RASD), qui revendique le territoire non autonome du Sahara occidental. Le Sahara occidental est un territoire disputé entre le Maroc et le peuple autochtone des Sahraouis.

⁶ La Banque mondiale, « [population, total](#) », base de données, consultée le 27 novembre 2025.

⁷ L'indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU) classe les pays en quatre catégories (démocraties à part entière, démocraties imparfaites, régimes hybrides, régimes autoritaires) en se fondant sur une variété de critères, comme la participation politique et le processus électoral. Voir : Economist Intelligence Unit, [Democracy Index 2024: What's wrong with representative democracy?](#) [inscription obligatoire].

⁸ Les neuf pays africains à revenu intermédiaire de la tranche supérieure sont l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Botswana, le Cabo Verde, le Gabon, la Guinée équatoriale, la Libye, Maurice et la Namibie. La Banque mondiale classe les pays en fonction du revenu national brut (RNB) par habitant. Pour l'exercice financier 2026, les pays à revenu élevé sont définis comme ceux dont le RNB par habitant est supérieur à 13 935 \$ US; les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure sont ceux dont le RNB par habitant se situe entre 4 496 et 13 935 \$ US; les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure sont ceux dont le RNB par habitant se situe entre 1 136 et 4 495 \$ US; et les pays à faible revenu sont ceux dont le RNB par habitant est inférieur à 1 135 \$ US. Banque mondiale, [World Bank Country and Lending Groups](#) [EN ANGLAIS SEULEMENT].

⁹ Université Harvard, The African Language Program, [Introduction to African Languages](#) [EN ANGLAIS SEULEMENT].

d’Afrique a l’âge moyen le plus faible du monde et l’âge médian y est de 19 ans¹⁰. En comparaison, l’âge médian au Canada en 2025 est de 40 ans¹¹. De surcroît, mue par un taux de mortalité en baisse et un taux de natalité élevé, la population d’Afrique a le taux de croissance le plus élevé du monde. On estime qu’elle aura presque doublé d’ici 2050 pour atteindre 2,5 milliards d’habitants, et qu’elle représentera donc environ 25% de la population mondiale à ce moment¹².

Des témoins ont affirmé que ce « séisme jeunesse » pourrait devenir un important moteur de croissance économique pour le continent. Cheryl Urban, sous-ministre adjointe du Secteur de l’Afrique subsaharienne d’AMC a dit au comité qu’au cours des trois prochaines décennies, l’Afrique connaîtra l’augmentation la plus rapide au monde de la population en âge de travailler, avec une augmentation nette prévue de 740 millions de personnes¹³. Des témoins ont souligné que la mesure dans laquelle les sociétés et les gouvernements africains réussiront à intégrer ces jeunes dans le monde du travail influera sur la trajectoire socioéconomique du continent. Shelly Whitman, directrice générale du Dallaire Institute for Children, Peace and Security, a affirmé que, s’ils sont bien exploités, les changements démographiques en Afrique peuvent « créer une occasion sans précédent de croissance et d’innovation¹⁴ ».

Le potentiel de croissance économique de l’Afrique est aussi lié à l’abondance de ses ressources naturelles. Des témoins ont fait ressortir que l’Afrique est un continent riche en minéraux essentiels, métaux et autres ressources prisées par l’industrie des technologies de pointe et d’autres secteurs économiques. Par exemple, selon Christopher MacLennan, sous-ministre du Développement international à AMC, l’Afrique abrite 30 % des minéraux essentiels, 60 % du potentiel d’énergie solaire, 25 % de la biodiversité mondiale et un potentiel de capture du carbone plus important que celui de l’Amazonie¹⁵. L’Afrique a aussi un excellent potentiel agricole, car elle détient une grande part des terres arables et des terres en friche du monde¹⁶.

Malgré le potentiel de croissance économique manifeste de l’Afrique, de nombreux pays africains continuent de se heurter à d’importantes difficultés

¹⁰ Statista, « [Median age of the population of Africa from 2000 to 2030](#) », base de données consultée le 11 décembre 2024 [EN ANGLAIS SEULEMENT].

¹¹ Statistique Canada, [Estimations de la population du Canada : âge et genre, 1^{er} juillet 2025](#).

¹² Voir : AEFA, [Témoignages](#), 23 mai 2024 (Shelly Whitman); AEFA, [Témoignages](#), 28 novembre 2024 (Ben Marc Diendéré); et AEFA, [Témoignages](#), 27 novembre 2024 (George Laryea-Adjei). George Laryea-Adjei, directeur du groupe de programmes de l’UNICEF, a déclaré que, d’ici la fin du siècle actuel, près de la moitié des enfants du monde vivront en Afrique.

¹³ AEFA, [Témoignages](#), 7 décembre 2023 (Cheryl Urban).

¹⁴ AEFA, [Témoignages](#), 23 mai 2024 (Shelly Whitman).

¹⁵ AEFA, [Témoignages](#), 8 février 2024 (Christopher MacLennan).

¹⁶ AEFA, [Témoignages](#), 28 novembre 2024 (Christopher Fomunyoh).

socioéconomiques, politiques et de sécurité. À titre d'exemple, l'ambassadeur Diendéré a observé que les deux tiers des personnes en situation de pauvreté extrême vivent en Afrique subsaharienne¹⁷. À propos de l'interdépendance des problèmes auxquels l'Afrique fait face, Christopher MacLennan a indiqué que « [d]ans de nombreuses régions d'Afrique, la lutte contre la pauvreté est entravée par l'insuffisance des infrastructures, les conflits, l'insécurité et le recul de la démocratie¹⁸ ».

De plus, la croissance économique africaine est vigoureuse dans son ensemble, mais irrégulière d'une région à l'autre. Les pays africains comptent parmi ceux qui ont les taux d'inégalité les plus élevés du monde¹⁹. Par ailleurs, Wendy Harris, présidente et directrice générale de Catalyste+, a soutenu que l'augmentation spectaculaire de la population africaine en âge de travailler nécessitera des investissements substantiels dans l'éducation, le développement des compétences et la création d'emplois pour exploiter efficacement ce capital humain. Et d'ajouter : « S'il n'est pas géré correctement, l'afflux de jeunes pourrait épuiser les ressources existantes, aggraver le chômage et contribuer aux troubles sociaux et politiques²⁰. »

L'ambassadeur Adeoye a pour sa part mentionné que l'Afrique est un continent dynamique, vigoureux et riche en ressources, mais qu'il est aussi « confronté à des défis comme aucun autre continent²¹ ». Pour surmonter ces défis, a-t-il expliqué, les pays africains cherchent à créer des partenariats au sein de la communauté internationale et à renforcer leur voix et leur représentation sur la scène mondiale.

Position géostratégique

Le comité a appris que la conjoncture des changements survenus en Afrique, y compris son évolution économique et démographique, a transformé la situation du continent dans le paysage géopolitique. Par exemple, en 2023, l'UA est devenue un membre permanent du Groupe des vingt (G20) en raison de son importance croissante dans l'économie mondiale. Elle est ainsi devenue le second bloc régional à devenir membre de plein droit du G20 (l'autre étant l'Union européenne). Autre fait digne de mention, l'Afrique du Sud (le seul pays africain membre du G20) a assuré la présidence du G20 du 1^{er} décembre 2024 au 30 novembre 2025.

¹⁷ AEFA, [Témoignages](#), 28 novembre 2024 (Ben Marc Diendéré).

¹⁸ AEFA, [Témoignages](#), 12 décembre 2024 (Christopher MacLennan).

¹⁹ Selon la World Inequality Database (base de données sur les inégalités mondiales), les 10 % les plus riches de la population en Afrique subsaharienne détiennent environ 55 % de l'ensemble du revenu national. World Inequality Database, [Inequality in 2024: A closer look at six regions](#), 19 novembre 2024 [EN ANGLAIS SEULEMENT].

²⁰ AEFA, [Témoignages](#), 4 décembre 2024 (Wendy Harris).

²¹ AEFA, [Témoignages](#), 11 avril 2024 (Son Excellence Bankole Adeoye).

Il est clair pour le comité que les dirigeants africains ne se satisfont pas uniquement de l'adhésion à des organisations multilatérales. L'ambassadeur Adeoye a affirmé au comité que, même si l'adhésion de l'UA au G20 facilitera les investissements et « contribuera à mettre en lumière le continent africain », l'UA a de plus grandes visées au niveau international : une refonte des organisations multilatérales, et un système mondial plus inclusif en matière de croissance et de développement²². En particulier, le comité a appris que des pays africains réclament une réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies et des institutions de Bretton Woods²³. Le comité a pris note des efforts du Canada pour favoriser une réforme au sein du Conseil de sécurité de l'ONU et il se réjouit de l'engagement annoncé dans la Stratégie du Canada pour l'Afrique qui consiste à « plaider en faveur d'une réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU afin de remédier à l'exclusion historique de l'Afrique du Conseil et d'assurer une représentation adéquate et substantielle des pays africains²⁴. »

L'importance géostratégique de l'Afrique prend de l'ampleur à un moment où il se produit des changements dans les rapports de force mondiaux, y compris les jeux d'influence et la concurrence pour les ressources sur le continent. Par exemple, des témoins ont expliqué qu'au cours des dix dernières années, la Russie a renforcé sa présence et sa coopération en matière de sécurité en Afrique. Plus précisément, le comité a appris que le gouvernement russe et des intermédiaires de la Russie ont fourni des armes et un soutien technique à des gouvernements africains et des acteurs armés non étatiques qui mènent leurs activités en Afrique, surtout au Sahel. Christopher Fomunyoh, directeur régional, Afrique, et conseiller spécial du président, National Democratic Institute, a indiqué que, ces dernières années, la Russie a parrainé des mercenaires et diffusé de la désinformation pour semer l'instabilité dans certaines régions d'Afrique et tenter d'en tirer profit²⁵.

Les interventions économiques et politiques croissantes de la Chine en Afrique ont aussi éveillé l'attention de la communauté internationale. Dans l'ensemble, la Chine est le plus important partenaire commercial de l'Afrique et sa plus importante source d'investissements directs étrangers²⁶. Elle a prêté des milliards de dollars à

²² *Ibid.*

²³ Entre autres choses, le comité a appris que des pays africains veulent se joindre au Conseil de sécurité des Nations Unies à titre de membres permanents. À l'heure actuelle, la Chine, la France, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Russie comptent parmi les 15 membres permanents du Conseil, tandis que des pays africains y occupent trois sièges non permanents. Les institutions de Bretton Woods sont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. AEFA, [Témoignages](#), 11 avril 2024 (Son Excellence Bankole Adeoye); et AEFA, [Témoignages](#), 2 mai 2024 (Thomas Kwasi Tieku).

²⁴ Gouvernement du Canada, [Union pour le consensus : Déclaration commune](#), 26 septembre 2024; Gouvernement du Canada, [Stratégie du Canada pour l'Afrique : Un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées](#), mars 2025, p. 19.

²⁵ AEFA, [Témoignages](#), 28 novembre 2024 (Christopher Fomunyoh).

²⁶ AEFA, [Témoignages](#), 17 avril 2024 (Marcel Lebleu).

des pays africains dans le cadre de son initiative de la Ceinture et la Route²⁷. Même si le comité a entendu des commentaires positifs sur les bienfaits des investissements chinois pour la croissance économique et le développement d'infrastructures en Afrique, des témoins ont observé que les activités de la Chine en Afrique ont aussi suscité des critiques. Par exemple, au sujet des investissements et des prêts chinois en Afrique, Isaac Odoom, professeur adjoint à l'Université Carleton, a affirmé que des Africains s'inquiétaient de « la dépendance à la dette, des répercussions environnementales et des questions de transparence liées à ces accords²⁸ ».

Généralement parlant, le comité a appris que l'UA et beaucoup de gouvernements africains sont heureux de l'investissement économique que la Chine fait en Afrique et ne veulent pas que le continent soit mêlé à des jeux politiques ou à des rivalités entre les grandes puissances. Le comité a aussi appris que l'héritage durable du colonialisme occidental en Afrique, auquel s'ajoutent des préoccupations sur les raisons modernes qui motivent certaines activités occidentales en Afrique, continue d'influer sur la confiance que les Africains accordent aux intervenants occidentaux. Son Excellence Rieaz Moe Shaik, haut-commissaire de l'Afrique du Sud au Canada, a affirmé au comité que « [l']héritage de l'esclavage et du colonialisme a façonné, façonne encore et continuera de façonner la réalité vécue de la vie africaine dans toutes ses facettes. Par conséquent, en cherchant à créer un avenir meilleur pour le Canada et l'Afrique, nous devons veiller à ne pas perpétuer les lignes de fracture du passé²⁹. »

Le comité a été informé que les dirigeants africains ont en grande partie essayé de demeurer neutres et de nouer de bons rapports avec la Chine et l'Occident. L'ambassadeur Adeoye a souligné que « l'Afrique a besoin de tous ses amis, à condition qu'ils viennent les mains propres et qu'ils assimilent nos priorités clés³⁰ ». Il a ajouté que « [c]e que nous voyons au Canada, c'est un partenaire intelligent potentiel — un partenaire sans condition, et un partenaire qui aidera à promouvoir et à consolider la démocratie ». La partie suivante porte sur des principes directeurs qui pourraient orienter l'engagement du Canada en Afrique.

²⁷ L'initiative de la Ceinture et la Route (ICR) est une stratégie de développement mondiale créée par le gouvernement de la Chine en 2013. Parfois aussi appelée « une ceinture, une route » ou « l'initiative de la nouvelle route de la soie », l'ICR est en gros un programme d'investissement dans les infrastructures mis en œuvre dans le cadre de divers projets menés dans le monde. Pour plus d'informations, voir : Noah Berman, Andrew Chatzky et James McBride, *China's Massive Belt and Road Initiative*, Council on Foreign Relations, 2 février 2023 [EN ANGLAIS SEULEMENT].

²⁸ AEFA, *Témoignages*, 27 novembre 2024 (Isaac Odoom).

²⁹ AEFA, *Témoignages*, 11 décembre 2024 (Son Excellence Rieaz Moe Shaik).

³⁰ AEFA, *Témoignages*, 11 avril 2024 (Son Excellence Bankole Adeoye).

Principes directeurs pour l'approche du Canada en Afrique

L'intérêt pour l'Afrique doit reposer sur un partenariat fondé sur la modernité, tourné vers l'avenir et, surtout, mutuellement bénéfique. En tant qu'Africains, nous ne demandons pas la charité, mais bien des partenariats authentiques et équitables³¹.

- **Stanley Achonu, directeur, Nigéria, ONE,**
7 février 2024

Au cours des dernières décennies, l'engagement du Canada en Afrique s'est caractérisé par un cadre étroit d'aide au développement et des relations diplomatiques périodiques. Cette approche reflète souvent des paradigmes qui ne tiennent pas compte de la diversité et de la complexité du continent, ni de l'évolution de son importance géopolitique. Non seulement ces limites nuisent à des partenariats potentiels et importants, mais cela limite également les possibilités diplomatiques et économiques plus importantes du Canada dans un paysage mondial qui évolue rapidement³².

- **Templar Kalundu Iga, directeur général,**
Centre canadien pour les affaires africaines et la recherche politique,
5 décembre 2024

Le mot « partenariat » est revenu tout au long de l'étude du comité. De nombreux témoins ont affirmé que des pays d'Afrique veulent aller au-delà de la relation traditionnelle entre donateur et bénéficiaire. En revanche, le comité a entendu que des pays d'Afrique souhaitent conclure des partenariats équitables, entre pairs, fondés sur le respect mutuel et sur des priorités et des intérêts communs.

Le comité a appris que les approches de coopération précédentes entre le Canada et des pays africains étaient trop axées sur le pays donateur. Par exemple, Meredith Preston McGhie, secrétaire générale du Centre mondial du pluralisme, a déclaré au comité que, « [t]rop souvent, nous pensons à ce que nous pouvons apporter au continent alors que nous devons considérer l'Afrique comme un pilier du leadership mondial³³... » De même, David J. Hornsby, professeur à l'École des affaires internationales Norman Paterson de l'Université Carleton, a affirmé que la réflexion politique du Canada à l'égard de l'Afrique a longtemps été dominée par des mentalités de développement. Selon le professeur Hornsby, « ce qui est nécessaire aujourd'hui plus que jamais, c'est un cadre politique plus nuancé qui

³¹ AEFA, [Témoignages](#), 7 février 2024 (Stanley Achonu).

³² AEFA, [Témoignages](#), 5 décembre 2024 (Templar Kalundu Iga).

³³ AEFA, [Témoignages](#), 2 octobre 2024 (Meredith Preston McGhie).

reconnaît la nature perfectionnée et diversifiée des capacités et des compétences de l'Afrique et l'évolution rapide de la démographie³⁴ ».

Barbra Chimhandamba, conseillère en politiques publiques de la Banque canadienne de grains, a indiqué au comité que les approches antérieures de coopération avec les pays africains ont été faussées en faveur des donateurs et que l'UA veut maintenant « adapter les partenariats aux besoins de l'Afrique, et également à l'avantage comparatif des partenaires ». Elle a ajouté que « [l]a relation du Canada avec l'Afrique doit être fondée sur la confiance et le respect mutuels, même lorsque les opinions et les intérêts diffèrent³⁵ ». Surtout, M^{me} Chimhandamba a soutenu que le Canada ne doit pas « donner des leçons de morale » à l'Afrique, mais plutôt prêter l'oreille pour comprendre les besoins de ses partenaires africains.

Le professeur Hornsby a affirmé que le Canada devrait s'intéresser aux priorités africaines qui font déjà partie des plans stratégiques de l'UA pour déterminer la forme de son engagement sur le continent³⁶. À cet égard, le comité a entendu que l'Agenda 2063 (le plan directeur de l'UA pour la croissance et le développement économiques de l'Afrique sur une période de 50 ans) devrait être le point de départ et le fil conducteur de l'engagement du Canada en Afrique. L'Agenda 2063, dont les dirigeants africains ont fait l'annonce en 2013, est axé sur sept aspirations pour l'avenir de l'Afrique et comporte des dizaines de projets visant à stimuler la transformation de l'Afrique, dont la création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Plus encore, l'ambassadeur Ben Marc Diendéré a dit au comité que le Canada s'engage à soutenir l'Agenda 2063 et « la vision de l'Union africaine, qui est d'offrir des solutions dirigées par l'Afrique aux problèmes de développement et de politique³⁷ ».

Des témoins ont aussi indiqué que les pays d'Afrique veulent que leur capacité d'agir et leur leadership soient valorisés et reconnus par la communauté internationale. Par exemple, le professeur Odoom a déclaré que « [l]e Canada doit cesser de présenter l'Afrique principalement comme un continent en proie à des problèmes, et devrait, à la place, reconnaître que c'est une région pleine de potentiel et qu'elle a la capacité d'agir³⁸ ». Edward Akuffo, professeur agrégé et directeur du Département des sciences politiques de l'Université de la Vallée Fraser, a quant à lui déclaré que les principes fondamentaux d'une stratégie canadienne pour l'Afrique « devraient être le respect mutuel, la réciprocité et la non-indifférence à l'autonomie de l'Afrique aux niveaux étatique, sous-régional et régional, tout en tenant compte de l'importance géopolitique et géoéconomique croissante de la

³⁴ AEFA, *Témoignages*, 27 novembre 2024 (David J. Hornsby).

³⁵ AEFA, *Témoignages*, 28 novembre 2024 (Barbra Chimhandamba).

³⁶ AEFA, *Témoignages*, 27 novembre 2024 (David J. Hornsby).

³⁷ AEFA, *Témoignages*, 28 novembre 2024 (Ben Marc Diendéré).

³⁸ AEFA, *Témoignages*, 27 novembre 2024 (Isaac Odoom).

région³⁹ ». Pour être viable, a ajouté le professeur Akuffo, « une stratégie Canada-Afrique doit être résiliente et adaptable, en plus d’être un produit vraiment multipartite qui subsistera après les changements de gouvernement et qui bénéficiera d’un soutien public évident ».

Le renforcement de la confiance est un autre principe directeur sur lequel les témoins ont mis l’accent. Le comité a entendu que le Canada devrait tisser des liens de confiance avec les dirigeants et les intervenants africains en s’engageant à investir dans des partenariats à long terme. À ce sujet, Meredith Preston McGhie a dit que, « pour un engagement efficace en Afrique, il faut établir des relations, assurer une présence, investir beaucoup de temps, être à l’écoute et tisser des liens de confiance, en plus de comprendre en profondeur les dynamiques des enjeux politiques et des conflits qui ont une incidence sur la situation actuelle⁴⁰ ».

Le témoignage de l’ambassadeur Adeoye sur la forme que devrait prendre l’engagement du Canada en Afrique a été particulièrement instructif. L’ambassadeur Adeoye a affirmé que les pays africains veulent conclure « des partenariats gagnant-gagnant » fondés sur le respect mutuel et la bonne volonté. En particulier, il a observé que les pays africains veulent des partenariats authentiques, « sans intentions cachées⁴¹ ». Il a aussi prié le Canada de « présenter le meilleur de la bonne gouvernance et de la démocratie sans condition à ses partenaires ».

Enfin, le comité a appris que le Canada devrait miser sur ses forces et ses avantages comparatifs pour orienter son engagement en Afrique. Durant son témoignage, Garreth Bloor, président de la Chambre de commerce Canada-Afrique, en a souligné certains, par exemple le bilinguisme du Canada, son adhésion au Commonwealth et à la Francophonie, ainsi que sa diaspora africaine nombreuse et dynamique⁴². Le comité a aussi appris que le système d’éducation du Canada et son expertise en agriculture, en infrastructures et en exploitation des ressources naturelles pourraient tous être mis à profit en Afrique. Par ailleurs, Stanley Achonu, directeur, Nigéria à ONE, a affirmé que l’absence d’antécédents coloniaux canadiens en Afrique se traduisait par une conjoncture unique propice à une collaboration sur le continent. Il a ajouté que « les valeurs intrinsèques de justice et d’équité des Canadiens pourraient nous servir à tous de principes directeurs pour l’élaboration de ce partenariat. La réputation du Canada, tant à l’échelle nationale qu’à l’échelle internationale, est un gage de confiance et d’intégrité, une base sur laquelle des partenariats significatifs peuvent être construits⁴³. »

³⁹ AEFA, *Témoignages*, 2 octobre 2024 (Edward Akuffo).

⁴⁰ AEFA, *Témoignages*, 2 octobre 2024 (Meredith Preston McGhie).

⁴¹ AEFA, *Témoignages*, 11 avril 2024 (Son Excellence Bankole Adeoye).

⁴² AEFA, *Témoignages*, 2 octobre 2024 (Garreth Bloor).

⁴³ AEFA, *Témoignages*, 7 février 2024 (Stanley Achonu).

Engagement régional et multilatéral

Le Canada doit établir et renforcer activement sa présence en Afrique et adopter une approche régionale de ses relations stratégiques avec le continent. Ces objectifs permettront de cibler les politiques et les dépenses et d'adapter l'intérêt mutuel du Canada aux priorités régionales, en investissant dans quelques domaines pour créer des répercussions plus larges, et en favorisant de bonnes pratiques qui pourront, à leur tour, favoriser l'établissement de relations avec chaque pays africain⁴⁴.

- Edward Akuffo, professeur agrégé et directeur du Département de sciences politiques, Université de la Vallée Fraser, 2 octobre 2024

Comme il a déjà été indiqué, le gouvernement du Canada a publié sa stratégie pour l'Afrique en mars 2025. Cette stratégie décrit cinq priorités pour approfondir les relations du Canada avec ses partenaires africains : 1) renforcer l'action diplomatique du Canada et les liens interpersonnels; 2) renforcer la coopération économique; 3) soutenir le développement socioéconomique et apporter une aide en cas de crise humanitaire et d'adaptation au climat; 4) renforcer les partenariats pour la paix et la sécurité; 5) faire progresser les priorités communes grâce à un engagement accru sur la scène mondiale⁴⁵.

La Stratégie du Canada pour l'Afrique était attendue depuis longtemps. David Black, professeur au Département des sciences politiques de l'Université Dalhousie, a dit au comité que le niveau d'intérêt et d'engagement du Canada pour l'Afrique a diminué depuis le milieu des années 2000⁴⁶. Entre autres exemples, il a mentionné la présence décroissante des forces canadiennes de maintien de la paix sur le continent et une diminution de la capacité de recherche et d'élaboration de politiques du Canada en ce qui concerne l'Afrique. Le professeur Akuffo a décrit la situation plus franchement : « [L]e Canada a au moins deux décennies de retard pour ce qui est d'élargir et d'approfondir ses relations avec le continent africain... » Il a ajouté que, si le Canada ne fournit pas un effort suffisant et ne démontre pas un engagement sérieux envers l'Afrique, le pays risque de devenir « une puissance externe périphérique » sur le continent⁴⁷.

Le comité se réjouit de la publication de la Stratégie du Canada pour l'Afrique. De nombreux aspects de cette stratégie correspondent aux priorités mentionnées dans les témoignages qu'il a entendus sur l'engagement du Canada en Afrique. Le comité est toutefois préoccupé par l'absence d'un nouveau financement lié à cette

⁴⁴ Edward Akuffo, [Mémoire](#) au comité, 2 octobre 2024.

⁴⁵ Gouvernement du Canada, [Stratégie du Canada pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées](#), mars 2025.

⁴⁶ AEFA, [Témoignages](#), 2 octobre 2024 (David Black).

⁴⁷ AEFA, [Témoignages](#), 2 octobre 2024 (Edward Akuffo).

stratégie. En effet, à la différence de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique de 2022, qui s'accompagnait d'un investissement de 2,3 milliards de dollars sur cinq ans, aucune somme supplémentaire n'a été affectée à la Stratégie du Canada pour l'Afrique⁴⁸. Selon Cheryl Urban, « [l]a stratégie pour l'Afrique a été rédigée de manière à ce que nous puissions la mettre en œuvre en utilisant les ressources à notre disposition ». Pour atteindre les objectifs de la stratégie, a-t-elle ajouté, « il faut se concentrer sur autre chose, accroître la mesure dans laquelle nous établissons les priorités pour certaines choses, faire les choses différemment, de manière plus novatrice, et être efficaces dans notre manière de procéder⁴⁹... »

Le comité est conscient des contraintes budgétaires imposées par le climat économique actuel, mais il n'est pas convaincu que le gouvernement puisse actualiser sa stratégie sans y consacrer un nouveau financement. Il convient de souligner que la Stratégie du Canada pour l'Afrique n'a pas été mentionnée une seule fois dans le budget du gouvernement fédéral de 2025. D'ailleurs, l'Afrique elle-même n'est mentionnée nulle part dans le budget⁵⁰.

Le comité est également préoccupé par l'absence d'un plan de mise en œuvre pour la Stratégie du Canada pour l'Afrique. Comme M^{me} Urban l'a reconnu, c'est une stratégie « de haut niveau ». M^{me} Urban a dit au comité que, pour la mettre en œuvre, le ministère devra « élaborer des plans beaucoup plus concrets qui mettent l'accent sur des pays et des secteurs précis dans le but d'atteindre des objectifs très concrets⁵¹ ». Bien que le ministère ait indiqué qu'il était en train de préparer des plans à l'appui de la stratégie, il n'a pas précisé le moment auquel ces plans seraient terminés ou publiés. Le comité est d'avis qu'AMC devrait élaborer un plan détaillé et concret pour la mise en œuvre de la Stratégie du Canada pour l'Afrique, et que ce plan devrait contenir des objectifs quantifiables, leurs échéances ainsi que des détails sur les ressources qui seront affectées à sa mise en œuvre.

⁴⁸ Pour en savoir plus sur les initiatives et les investissements liés à la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, voir : Affaires mondiales Canada, *[La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique : Nouvelles initiatives et ressources](#)*, document d'information, novembre 2022.

⁴⁹ AEFA, *[Témoignages](#)*, 30 octobre 2025 (Cheryl Urban).

⁵⁰ Voir : Gouvernement du Canada, *[Un Canada fort : Budget 2025](#)*, novembre 2025.

⁵¹ AEFA, *[Témoignages](#)*, 30 octobre 2025 (Cheryl Urban).

Recommandation 1

Le gouvernement du Canada devrait produire un plan d'action exhaustif et concret comportant des objectifs quantifiables, des délais et des ressources allouées pour assurer une mise en œuvre efficace et cohérente de la Stratégie du Canada pour l'Afrique. Par souci de transparence et de responsabilisation, le gouvernement du Canada devrait aussi produire un rapport annuel sur l'avancement et les résultats de la Stratégie du Canada pour l'Afrique.

Favoriser les partenariats avec l'Union africaine et d'autres parties

En novembre 2024, le Canada a été l'hôte du deuxième dialogue de haut niveau entre le Canada et la Commission de l'Union africaine (CUA) à Toronto⁵², lors duquel le Canada et la CUA ont convenu de soutenir des priorités communes en matière de paix et sécurité et de prospérité et développement économiques⁵³. En marge du dialogue, le Canada a officialisé ses relations avec la CUA par la signature d'un protocole d'entente pour régulariser les consultations et la coordination sur des sujets d'intérêt mutuel. Selon AMC, le troisième dialogue de haut niveau se tiendra à l'automne 2026⁵⁴.

Les dialogues de haut niveau entre le Canada et la CUA sont un outil important du Canada pour établir des relations et des partenariats en Afrique. Edward Akuffo a affirmé que le Canada devrait en faire un élément permanent de ses relations diplomatiques avec l'Afrique. Selon lui, cela « permettra de créer une plateforme centrale pour mobiliser les dirigeants continentaux et sous-régionaux et de mettre en commun les objectifs politiques et les États individuels⁵⁵ ». Les dialogues de haut niveau entre le Canada et l'Union européenne sur divers domaines thématiques

⁵² Le premier dialogue de haut niveau entre le Canada et la CUA a eu lieu à Ottawa en octobre 2022. Voir : AMC, *[Le Canada et la Commission de l'Union africaine concluent leur premier dialogue de haut niveau](#)*, communiqué, 28 octobre 2022.

⁵³ Premier ministre du Canada, Justin Trudeau, *[Le premier ministre Justin Trudeau rencontre le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat](#)*, compte rendu, 8 novembre 2024.

⁵⁴ AEFA, *[Témoignages](#)*, 30 octobre 2025 (Cheryl Urban).

⁵⁵ Edward Akuffo, *[Mémoire](#)* au comité, 2 octobre 2024.

montrent les avantages d'une collaboration structurée, une approche que le Canada pourrait reproduire dans ses relations avec la CUA⁵⁶.

Plusieurs témoins ont avancé que, comme puissance moyenne, le Canada devrait aussi se tourner vers d'autres forums régionaux et multilatéraux pour optimiser son engagement en Afrique. Par exemple, le comité a entendu que le Commonwealth et la Francophonie (qui comptent chacun plus de 20 membres africains) sont des espaces importants pour faire avancer des priorités communes avec des pays africains⁵⁷. En particulier, le comité a appris que le rôle joué par le Canada dans la Francophonie offre une occasion de renforcer les liens interpersonnels entre personnes canadiennes et africaines et de promouvoir le soutien à la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Le G20 est un autre forum multilatéral qui favorise la coopération entre le Canada et les dirigeants africains. Comme il a déjà été mentionné, l'UA est devenue membre du G20 en 2023. Selon le haut-commissaire Shaik, le Canada devrait chercher à tirer parti des « recoupements » entre les ordres du jour et les participants du G7 et du G20⁵⁸. Plus précisément, des témoins ont encouragé le Canada à travailler bilatéralement avec l'Afrique du Sud, qui a récemment assuré la présidence du G20, pour stimuler le soutien des priorités africaines. Ce travail est déjà amorcé. Fait majeur, le Canada a invité l'Afrique du Sud au Sommet des dirigeants du G7 qui s'est tenu en juin 2025 à Kananaskis, en Alberta, et AMC a dit au comité que les deux pays se penchent ensemble sur diverses priorités communes, comme les minéraux essentiels, la réduction des risques de catastrophe et l'intelligence artificielle⁵⁹.

Le comité croit lui aussi que l'Union africaine devrait se trouver au cœur de l'engagement du Canada en Afrique et que le Canada devrait chercher à tirer parti des activités du G7 et du G20 pour stimuler le soutien apporté aux priorités africaines, comme celles de l'Agenda 2063.

Recommandation 2

Le gouvernement du Canada devrait régulièrement tenir des dialogues de haut niveau avec la Commission de l'Union africaine et envisager d'organiser un sommet avec les chefs d'État africains.

⁵⁶ Pour de plus amples renseignements, voir : AMC, [*Le Canada et l'Union européenne*](#).

⁵⁷ AEFA, [*Témoignages*](#), 7 décembre 2023 (Cheryl Urban).

⁵⁸ AEFA, [*Témoignages*](#), 11 décembre 2024 (Son Excellence Rieaz Moe Shaik).

⁵⁹ AEFA, [*Témoignages*](#), 30 octobre 2025 (Cheryl Urban).

Recommandation 3

Le gouvernement du Canada devrait échanger avec ses partenaires du G7 et du G20 pour accroître le soutien et les ressources consacrés aux priorités africaines, y compris pour l'Agenda 2063.

La Zone de libre-échange continentale africaine

On estime que la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine fera croître le potentiel de croissance économique de l'Afrique. La ZLECAf est un accord panafricain qui vise à accroître le commerce intra-africain et à créer un marché de biens et services unique pour toute l'Afrique. Le comité a appris que, après sa mise en œuvre intégrale, la ZLECAf sera la zone de libre-échange au plus grand nombre de membres du monde, avec un produit intérieur brut combiné de plus de 3,4 milliards de dollars américains⁶⁰. L'Accord portant création de la ZLECAf, qui a été adopté en 2018, a été signé par 54 des 55 États africains reconnus par l'UA, et jusqu'à présent, 49 pays l'ont ratifié⁶¹.

Le Canada a soutenu la négociation, l'établissement et la mise en œuvre de la ZLECAf, notamment en finançant (à hauteur de 15,2 millions de dollars entre 2021 et 2026) le Centre africain pour la politique commerciale, une organisation au sein de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique qui appuie les négociations et l'élaboration de politiques liées au commerce. Marcel Lebleu, ambassadeur du Canada au Sénégal et envoyé spécial pour le Sahel, a affirmé au comité que la ZLECAf « contribuera non seulement à réduire les obstacles au commerce intracontinental, mais aussi à accroître la confiance des entreprises canadiennes et leur capacité de saisir de nouvelles occasions avec leurs partenaires africains. Parmi les domaines d'intérêt, soulignons les technologies propres, les énergies vertes et la coopération en matière de minéraux essentiels⁶². » Le comité encourage vivement le gouvernement du Canada à poursuivre son travail auprès des intervenants africains pour faciliter la mise en œuvre de la ZLECAf.

⁶⁰ AEFA, *Témoignages*, 17 avril 2024 (Marcel Lebleu).

⁶¹ L'Érythrée est le seul État africain qui n'a pas signé l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Le Bénin, la Libye, la Somalie, le Soudan du Sud et le Soudan n'ont pas encore ratifié l'Accord. Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence, République sud-africaine, *Ratification of AfCFTA Protocols*, 3 septembre 2025 [EN ANGLAIS SEULEMENT].

⁶² Marcel Lebleu était directeur général de la Direction générale de l'Afrique de l'Ouest et du Centre d'AMC lorsqu'il a fait ces observations. Il a été nommé ambassadeur du Canada au Sénégal en juillet 2024 et envoyé spécial pour le Sahel en mars 2025. AEFA, *Témoignages*, 17 avril 2024 (Marcel Lebleu).

Recommandation 4

Le gouvernement du Canada devrait continuer à offrir un soutien financier et technique pour la mise en œuvre et l’opérationnalisation de la Zone de libre-échange continentale africaine.

La présence et les capacités diplomatiques

En novembre 2024, le gouvernement du Canada a annoncé qu’il convertirait ses bureaux diplomatiques au Bénin et en Zambie respectivement en une ambassade et un haut-commissariat à part entière⁶³. Au total, le Canada compte 27 bureaux diplomatiques en Afrique, dont 22 ambassades et hauts-commissariats⁶⁴. Ce réseau comprend la mission d’observation permanente du Canada auprès de l’UA, qui a ouvert ses portes en juin 2023 à Addis-Abeba, en Éthiopie. Le Canada a nommé l’ambassadeur Ben Marc Diendéré au poste d’observateur permanent du Canada auprès de l’UA.

L’ouverture de la mission permanente du Canada auprès de l’UA et la conversion de bureaux canadiens en missions diplomatiques à part entière au Bénin et en Zambie sont des étapes positives. Toutefois, le comité a appris que le nombre de diplomates canadiens en Afrique est encore insuffisant. Par exemple, le professeur Hornsby a indiqué que seulement trois employés canadiens sont affectés à la mission d’observation permanente auprès de l’UA, qui a donc moins d’employés canadiens que l’ambassade du Canada au Burkina Faso⁶⁵. Marie-Joëlle Zahar, professeure et directrice du Réseau de recherche sur les opérations de paix à l’Université de Montréal, a pour sa part affirmé que la présence du Canada en Afrique était « très réduite⁶⁶ ». Des témoins ont comparé la présence du Canada en Afrique à celle d’autres pays industrialisés comme la Türkiye, qui fait un effort coordonné pour étendre ses activités diplomatiques sur le continent⁶⁷.

⁶³ AMC, *[Le Canada approfondit ses partenariats avec les pays et les institutions d’Afrique afin de renforcer ses relations diplomatiques, la collaboration et le développement économique et d’établir des liens plus étroits, au Canada et sur la scène mondiale](#)*, communiqué de presse, 7 novembre 2024.

⁶⁴ AMC, *[Le Canada lance sa première stratégie mondiale pour l’Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées](#)*, communiqué de presse, 6 mars 2025.

⁶⁵ AEFA, *[Témoignages](#)*, 27 novembre 2024 (David J. Hornsby).

⁶⁶ AEFA, *[Témoignages](#)*, 23 mai 2024 (Marie-Joëlle Zahar).

⁶⁷ Voir, p. ex., AEFA, *[Témoignages](#)*, 5 décembre 2024 (Templar Kalundu Iga). D’après le cahier de brefs du 13 mai 2025 préparé pour le premier ministre Mark Carney, la Türkiye a étendu sa présence diplomatique en Afrique, où elle compte maintenant 44 ambassades, et le président de la

Le comité a aussi appris que le Canada pourrait avoir besoin de rajuster sa présence diplomatique dans les communautés économiques régionales (CER) de l'Afrique. L'UA reconnaît huit CER, des organismes intergouvernementaux constitués de regroupements régionaux de pays africains qui visent à approfondir l'intégration économique⁶⁸. Le Canada interagit surtout avec quatre de ces CER : la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO); l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD); la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC); et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Le professeur Akuffo a recommandé que le Canada établisse des missions permanentes dans chacune des huit CER « afin d'assurer l'efficacité et la visibilité de son engagement sur le continent⁶⁹ ».

Dans son rapport de 2023 intitulé *Plus qu'une vocation – Le Canada doit se doter d'un service extérieur adapté au XXI^e siècle*, le comité a exhorté le gouvernement du Canada à réexaminer régulièrement sa présence à l'étranger pour s'assurer que la représentation diplomatique du Canada est adaptée à l'objectif visé et compatible avec les priorités de la politique étrangère canadienne⁷⁰. Le comité réitère cette recommandation en ce qui concerne la présence et la capacité diplomatiques du Canada en Afrique. Même si le comité est conscient que l'organisation et les activités des huit CER ne sont pas toutes au même stade d'avancement, il est d'avis que le gouvernement du Canada devrait chercher des occasions d'accroître son engagement auprès d'institutions et d'intervenants africains au niveau sous-régional comme au niveau continental.

Türkiye Tayyip Erdoğan s'est rendu en Afrique plus de 50 fois depuis 2005. Voir : Gouvernement du Canada, *Cahier de breffage du premier ministre – État du monde*, 13 mai 2025.

⁶⁸ L'UA reconnaît les huit CER suivantes : l'[Union du Maghreb Arabe \(UMA\)](#) au nord; la [Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest \(CEDEAO\)](#) à l'ouest; la [Communauté d'Afrique de l'Est \(EAC\)](#) à l'est et dans la région des Grands Lacs d'Afrique; l'[Autorité intergouvernementale pour le développement \(IGAD\)](#) à l'est et dans la corne de l'Afrique; la [Communauté de développement de l'Afrique australe \(SADC\)](#) au sud; le [Marché commun de l'Afrique orientale et australe \(COMESA\)](#) couvrant de grandes parties du sud, de l'est, du centre et du nord de l'Afrique; la [Communauté économique des États de l'Afrique centrale \(CEEAC\)](#); et la [Communauté des États sahélo-sahariens \(CENSAD\)](#) au nord et à l'ouest.

⁶⁹ AEFA, *Témoignages*, 2 octobre 2024 (Edward Akuffo).

⁷⁰ AEFA, *Plus qu'une vocation – Le Canada doit se doter d'un service extérieur adapté au XXI^e siècle*, 44^e législature, 1^{re} session, décembre 2023, p. 68.

Recommandation 5

Le gouvernement du Canada devrait renforcer l'engagement et le soutien qu'il apporte à l'Union africaine et aux communautés économiques régionales de l'Afrique et devrait accroître la présence du Canada sur leur territoire.

Le comité croit aussi que le gouvernement du Canada devrait améliorer les capacités et l'expertise canadienne à l'égard de l'Afrique. Il a appris qu'il y a un manque d'expertise au sein d'AMC et dans l'ensemble du gouvernement au sujet de l'Afrique. Par exemple le professeur Hornsby a dit au comité que le Canada a « besoin de plus de personnes qui comprennent le continent de manière moderne et nuancée tout en offrant des conseils politiques⁷¹ ».

Le rapport de 2023 du comité sur le service extérieur du Canada a mis en lumière une perte d'expertise inquiétante dans les secteurs géographiques d'AMC. Le comité y recommandait qu'AMC établisse une feuille de route de formation pour que tous les agents du service extérieur et les employés canadiens aient accès à une série de cours fondés sur l'expertise fonctionnelle et géographique intégrés à leur cadre de gestion de carrière. Meredith Preston McGhie a déclaré au comité que, « [t]rop souvent, nous avons un corps diplomatique généraliste⁷² ». Elle a encouragé le gouvernement à maintenir sur le continent le personnel du service extérieur affecté en Afrique et à investir dans des spécialistes de l'Afrique. Le comité est d'accord avec elle.

Recommandation 6

Affaires mondiales Canada devrait veiller à ce que tous ses employés canadiens aient accès à des cours fondés sur l'expertise fonctionnelle et géographique concernant l'Afrique et devrait soutenir les employés qui souhaitent obtenir successivement plusieurs affectations outre-mer en Afrique.

Envoyés spéciaux pour l'Afrique et le Sahel

Au moment de lancer sa stratégie pour l'Afrique en mars 2025, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il nommait Ben Marc Diendéré observateur permanent du

⁷¹ AEFA, *Témoignages*, 27 novembre 2024 (David J. Hornsby).

⁷² AEFA, *Témoignages*, 2 octobre 2024 (Meredith Preston McGhie).

Canada auprès de l'UA et envoyé spécial du Canada pour l'Afrique. Dans le cadre de ces fonctions, l'ambassadeur Diendéré est chargé de dialoguer avec des parties prenantes africaines de haut niveau et de collaborer avec les chefs de mission du Canada dans la région pour faire avancer les intérêts du Canada. Parallèlement, pour consolider les relations dans la région du Sahel, le gouvernement a annoncé la nomination de Marcel Lebleu, l'ambassadeur du Canada au Sénégal, comme envoyé spécial du Canada pour le Sahel.

Le comité est ravi de l'annonce de ces deux nominations. Toutefois, le gouvernement n'a fourni que très peu d'informations jusqu'à présent sur les mandats et les objectifs des deux envoyés spéciaux. Le comité encourage le gouvernement à en dire davantage sur les rôles et les priorités de chacun et à s'assurer que les deux envoyés ont les ressources nécessaires pour atteindre leurs objectifs.

Recommandation 7

Le gouvernement du Canada devrait préciser les rôles et les priorités de l'envoyé spécial du Canada pour l'Afrique et de l'envoyé spécial du Canada pour le Sahel et devrait fournir aux deux envoyés les ressources dont ils ont besoin pour remplir leur mandat.

Les piliers stratégiques de l'engagement du Canada en Afrique

Durant ses audiences, le comité s'est fait recommander diverses priorités thématiques pour l'engagement du Canada en Afrique. Voici les domaines stratégiques en Afrique sur lesquels le comité croit que le gouvernement du Canada devrait se concentrer : la paix et la sécurité; la gouvernance et le développement; et le commerce, les investissements et les relations.

La paix et la sécurité

L'Afrique est un continent en pleine mutation. C'est le plus jeune et l'un des plus riches sur le plan des ressources, avec une population énorme et une démographie changeante, mais aussi avec des problèmes politiques et de sécurité turbulents. C'est un continent confronté au terrorisme, à l'extrémisme violent, à la criminalité transnationale organisée, à la rébellion, à l'insurrection et aux guerres civiles. Toutefois, l'Afrique est démocratique dans son essence même⁷³.

- **Son Excellence Bankole Adeoye, commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité, Commission de l'Union africaine;**
11 avril 2024

Au-delà de notre intérêt évident pour la sécurité et la stabilité internationales, qui sont essentielles à la prospérité du Canada, nous avons de multiples intérêts dans la sécurité et la stabilité de l'Afrique. Je parle ici des réserves minérales du continent [...] de la gestion du problème mondial croissant des réfugiés et des migrants, et [...] de la paix sociale ici au Canada⁷⁴.

- **Marie-Joëlle Zahar, professeure et directrice du Réseau de recherche sur les opérations de paix, Université de Montréal,**
23 mai 2024

Le contexte sécuritaire en Afrique est complexe et dynamique. Il a été dit au comité que l'Afrique doit surmonter divers problèmes sur le plan de la sécurité, comme le crime organisé, le terrorisme et les menaces hybrides provenant d'acteurs non étatiques et de groupes transnationaux. En décembre 2023, Cheryl Urban a indiqué lors d'un témoignage que l'Afrique était aux prises avec 35 conflits actifs et avait récemment été le théâtre de plusieurs coups d'État militaires⁷⁵.

L'insécurité en Afrique a plusieurs sources. Par exemple, plusieurs témoins ont souligné que des acteurs externes déploient des efforts pour faire perdurer l'insécurité en Afrique. Christopher Fomunyoh a mentionné « l'influence de l'illibéralisme » sur le continent, comme l'intervention de la Russie, de la Chine et de pays du Moyen-Orient qui, d'après lui, « disent faussement que la démocratie est un concept occidental⁷⁶ ». Jacqueline O'Neill, qui était à l'époque ambassadrice du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité, a fait remarquer que la Chine avait

⁷³ AEFA, *Témoignages*, 11 avril 2024 (Son Excellence Bankole Adeoye).

⁷⁴ AEFA, *Témoignages*, 23 mai 2024 (Marie-Joëlle Zahar).

⁷⁵ AEFA, *Témoignages*, 7 décembre 2023 (Cheryl Urban). Selon les estimations de l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains de Genève, au début de novembre 2025, le nombre de conflits actifs était supérieur à 35 : voir Académie de droit international humanitaire et de droits humains de Genève, *Today's Armed Conflicts*, base de données, consultée le 6 novembre 2025 [EN ANGLAIS SEULEMENT].

⁷⁶ AEFA, *Témoignages*, 28 novembre 2024 (Christopher Fomunyoh).

récemment détrôné la Russie en tant que premier fournisseur d'armes de l'Afrique subsaharienne⁷⁷.

Le comité a appris que le changement climatique est un autre facteur d'insécurité en Afrique. M. Fomunyoh a expliqué que la désertification peut conduire à l'insécurité alimentaire, et parfois à « des conflits intercommunautaires violents⁷⁸ ».

Robert Fowler, ancien ambassadeur du Canada auprès des Nations Unies, a quant à lui affirmé que le changement climatique et la désertification peuvent exacerber les problèmes migratoires, lorsque des millions de gens sont contraints de se déplacer pour trouver de la nourriture et des terres⁷⁹. Dans le même ordre d'idées, Thomas Kwasi Tieku, professeur titulaire de politique et de relations internationales au Collège de l'Université King's de l'Université Western Ontario, a dit au comité que « [l']alimentation est la cause profonde de la plupart des crises politiques en Afrique⁸⁰ ».

L'insécurité en Afrique n'a pas que des conséquences pour ses habitants; elle a aussi des répercussions à l'échelle internationale et au Canada. Sarah-Myriam Martin-Brûlé, professeure titulaire au Département de politique et d'études internationales de l'Université Bishop's, a déclaré au comité que « [l']interconnexion de notre monde a montré que les menaces et les risques ne sont pas limités par la géographie ». D'après elle, les menaces mondiales qui découlent de l'insécurité sur le continent africain comprennent « la radicalisation et [le] financement des activités terroristes; [les] menaces transnationales; [les] menaces criminelles, notamment celles liées au blanchiment d'argent, au trafic et à la cybercriminalité, celles liées à la désinformation, à la mésinformation, et aux retombées des crises humanitaires — avec les effets du changement climatique en toile de fond⁸¹ ».

Malgré les importants défis liés à la sécurité sur le continent, le comité tient à souligner l'affirmation du professeur Kwasi Tieku selon laquelle « plus de 80 % des Africains vivent ensemble en paix la plupart du temps⁸² ». C'est un fait à retenir. M. Iga a soutenu que perpétuer un « récit de crise » au sujet de l'Afrique dans lequel le continent est décrit « uniquement sous l'angle des conflits, de la pauvreté et de

⁷⁷ AEFA, *Témoignages*, 3 octobre 2024 (Jacqueline O'Neill). Selon le Stockholm International Peace Research Institute, de 2020 à 2024, la Russie a fourni pour 21 % des importations africaines d'armes majeures. La part de la Chine représentait 18 %, et celle des États-Unis, 16 %. Mathew George et coll., Stockholm International Peace Research Institute, *Trends in International Arms Transfers, 2024*, mars 2025, p. 7 [EN ANGLAIS SEULEMENT].

⁷⁸ AEFA, *Témoignages*, 28 novembre 2024 (Christopher Fomunyoh).

⁷⁹ AEFA, *Témoignages*, 5 décembre 2024 (Robert Fowler).

⁸⁰ AEFA, *Témoignages*, 2 mai 2024 (Thomas Kwasi Tieku).

⁸¹ AEFA, *Témoignages*, 9 mai 2024 (Sarah-Myriam Martin-Brûlé).

⁸² AEFA, *Témoignages*, 2 mai 2024 (Thomas Kwasi Tieku).

l'instabilité [...] nuit à une opinion publique canadienne favorable à un engagement plus profond et occulte la contribution de l'Afrique aux défis mondiaux⁸³ ».

Le comité est d'avis que, dans le cadre de son engagement en Afrique, le Canada doit prendre au sérieux les défis liés à la sécurité sur le continent, mais sans les laisser dominer sa vision de l'Afrique. Dans le même esprit, le comité souhaite reconnaître de récentes réussites pour la consolidation de la paix. Par exemple, M^{me} Whitman a parlé au comité des efforts qui ont été efficaces pour mettre fin au réengagement des enfants dans des conflits en cours en Sierra Leone et pour assurer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des enfants au Rwanda⁸⁴. Comme l'a observé le professeur Hornsby, il faut « raconter une meilleure histoire sur l'Afrique⁸⁵ ».

Les défis de sécurité au Sahel

Plusieurs témoins ont affirmé que, dans le cadre de son engagement pour la paix et la sécurité en Afrique, le Canada devrait concentrer son attention sur le Sahel, une zone semi-aride qui s'étend de l'océan Atlantique à la mer Rouge d'ouest en est, et du désert du Sahara aux savanes de nord en sud⁸⁶. Ces dernières années, le Sahel a été durement touché par de nombreuses crises de sécurité interdépendantes. Plusieurs pays sahéliens ont souffert de violentes insurrections extrémistes, en particulier le Mali, le Burkina Faso et le Niger⁸⁷. Après la guerre civile de 2011 en Libye, un afflux d'armes et de combattants libyens a aggravé le problème. L'échec des mesures antiterroristes internationales dirigées par les États-Unis et la France pour contenir les insurrections a alimenté le ressentiment des habitants à l'égard des gouvernements régionaux et de leurs alliés internationaux. Selon Geoffroi Montpetit, conseiller principal au Tony Blair Institute for Global Change, « [m]algré 20 ans d'opérations multinationales de sécurité et de lutte contre le terrorisme, le Sahel est aujourd'hui la région la plus touchée par le terrorisme dans le monde⁸⁸ ».

Les échecs passant pour tels des gouvernements de la région et de leurs alliés ont frayé la voie à une série de coups d'État militaires au Sahel, au Mali, au Burkina Faso,

⁸³ AEFA, *Témoignages*, 5 décembre 2024 (Templar Kalundu Iga).

⁸⁴ AEFA, *Témoignages*, 23 mai 2024 (Shelly Whitman).

⁸⁵ AEFA, *Témoignages*, 27 novembre 2024 (David J. Hornsby).

⁸⁶ AEFA, *Témoignages*, 9 mai 2024 (Geoffroi Montpetit); AEFA, *Observations écrites*, novembre 2024 (Christopher Fomunyoh).

⁸⁷ Council on Foreign Relations, Center for Preventive Action, *Violent Extremism in the Sahel*, 4 septembre 2025 [EN ANGLAIS SEULEMENT].

⁸⁸ AEFA, *Témoignages*, 9 mai 2024 (Geoffroi Montpetit).

en Guinée, au Niger et au Gabon⁸⁹. Ceux-ci ont fait reculer la démocratie dans des pays comme le Niger, et les juntas militaires qui s’y sont installées ont pris leurs distances des partenaires occidentaux et resserré leurs liens avec la Russie, d’où venaient les mercenaires qui ont soutenu les chefs des coups d’État au Sahel, a-t-on dit au comité⁹⁰. Le comité a appris que des sociétés militaires privées russes avaient offert leur soutien en échange d’un accès à des minéraux essentiels et d’autres ressources naturelles, et que la Russie profitait de l’insécurité au Sahel pour s’immiscer dans sa situation politique⁹¹.

En plus de l’énorme impact qu’elle a eu sur les gens du Sahel, la détérioration de la sécurité dans la région a des conséquences sur les entreprises minières canadiennes qui y mènent leurs activités. Par exemple, l’ambassadeur Lebleu a informé le comité qu’au Mali, la société Barrick Mining Corporation (le plus important investisseur privé au pays) s’est fait quasiment nationaliser ses actifs et que plusieurs de ses employés sont emprisonnés depuis des mois. L’ambassadeur Lebleu a constaté au Burkina Faso une tendance à la « nationalisation rampante » similaire (quoique moins vigoureuse) qui touche les entreprises canadiennes dans ce pays. Le Canada est le plus important investisseur étranger aux deux endroits⁹².

Le Sahel a aussi été déstabilisé par la guerre civile au Soudan. Au 30 septembre 2025, la guerre avait déplacé plus de sept millions de personnes à l’intérieur de leur pays et conduit plus de quatre millions d’autres personnes à demander l’asile dans des pays voisins⁹³. Cette guerre civile a éclaté au milieu du mois d’avril 2023, lorsque, entre autres choses, les forces armées soudanaises régulières et les Forces de soutien rapide (une organisation paramilitaire) n’ont pas réussi à trouver un accord sur la manière dont ces dernières seraient intégrées aux premières. Dans son rapport au Conseil des droits de l’homme, la Mission internationale indépendante d’établissement des faits pour le Soudan a indiqué que les deux parties au conflit avaient enfreint le droit international en commettant des crimes internationaux. Elle a aussi conclu dans ce rapport que les actes des Forces de soutien rapide constituaient des crimes contre l’humanité qui pouvaient

⁸⁹ Le Mali a fait l’objet de coups d’État en 2020 et en 2021; le Burkina Faso, en janvier et en septembre 2022; la Guinée, en 2021 et en 2023; et le Niger en 2023. Voir Sohaib Mahmoud et Mohamed Taifouri, *The Coups d’État of the Sahel Region: Domestic Causes and International Competition*, Arab Center Washington DC, 27 septembre 2023 [EN ANGLAIS SEULEMENT].

⁹⁰ AEFA, *Témoignages*, 23 mai 2024 (Ann Fitz-Gerald).

⁹¹ AEFA, *Témoignages*, 7 décembre 2023 (Cheryl Urban); AEFA, *Témoignages*, 8 février 2024 (Christopher MacLennan).

⁹² AEFA, *Témoignages*, 30 octobre 2025 (Marcel Lebleu).

⁹³ Organisation internationale pour les migrations des Nations Unies, Displacement Tracking Matrix, *DTM Sudan Mobility Update (22)*, 16 octobre 2025 [EN ANGLAIS SEULEMENT].

s'apparenter à une extermination⁹⁴. Les Forces de soutien rapide, issues des milices employées par l'ancien gouvernement du Soudan pour réprimer des insurrections au Darfour, ont depuis longtemps la réputation de commettre des actes de violence, y compris de violence ethnique⁹⁵.

Le comité estime que le Canada peut jouer un rôle pour combattre les problèmes de sécurité au Sahel. À ce sujet, il salue la création du poste d'envoyé spécial pour le Sahel dans le cadre de la Stratégie du Canada pour l'Afrique. Comme il a déjà été mentionné, Marcel Lebleu occupe ce poste depuis mars 2025. En octobre 2025, l'ambassadeur Lebleu a dit au comité qu'il s'était rendu au Mali en mai 2025 et qu'il comptait se rendre au Burkina Faso en novembre 2025. Ces visites sont en accord avec les conseils au comité voulant que le Canada poursuit son engagement au Sahel, y compris dans les pays dirigés par des régimes militaires⁹⁶. M. Montpetit a en outre recommandé que le Canada joue un rôle rassembleur auprès de ses partenaires internationaux pour faire progresser le dialogue politique et la paix dans la région⁹⁷. Le comité partage ce point de vue.

Recommandation 8

Le gouvernement du Canada devrait faire du Sahel une priorité dans le cadre de ses programmes de sécurité en Afrique et devrait chercher des occasions de jouer un rôle rassembleur auprès de ses partenaires internationaux pour soutenir le dialogue et la paix dans la région.

Soutenir les opérations de paix dirigées par l'Afrique

En plus de la question du Sahel, des témoins ont dit au comité que le Canada peut en faire plus pour soutenir les initiatives dirigées par l'UA pour la paix et la sécurité en Afrique. Le comité a été informé que le gouvernement du Canada devrait prendre acte de l'évolution du contexte des opérations de paix en Afrique, et plusieurs témoins lui ont fait savoir que le modèle traditionnel de maintien de la paix est maintenant dépassé.

⁹⁴ Conseil des droits de l'homme, *Soudan : une guerre marquée par des atrocités – Rapport de la mission internationale indépendante d'établissement des faits pour le Soudan*, 22 septembre 2025, p. 18.

⁹⁵ Voir Human Rights Watch, *“Men With No Mercy”: Rapid Support Forces Attacks against Civilians in Darfur, Sudan*, rapport, 9 septembre 2015 [EN ANGLAIS SEULEMENT].

⁹⁶ AEFA, *Témoignages*, 9 mai 2024 (Sarah-Myriam Martin-Brûlé et Geoffroi Montpetit).

⁹⁷ AEFA, *Témoignages*, 9 mai 2024 (Geoffroi Montpetit).

D'après l'ambassadeur Adeoye, l'UA considère que « le concept de maintien de la paix est obsolète ». L'ambassadeur a ajouté qu'on remplace ce concept par celui de « l'imposition de la paix », qu'il décrit comme un moyen « cinétique » et « robuste » de gérer les menaces pour la sécurité. Il a aussi indiqué que l'imposition de la paix peut chevaucher les activités de la lutte contre le terrorisme et la radicalisation, et il a encouragé le Canada et ses partenaires à offrir des ressources à l'UA pour lui venir en aide⁹⁸. De son côté, Ann Fitz-Gerald, directrice de la Balsillie School of International Affairs et professeure d'Études de sécurité internationale, a déclaré que « l'ancien style de maintien de la paix [...] n'est plus ce qu'on observe sur le continent⁹⁹ ». La professeure Fitz-Gerald a souligné que « [n]ous devons réinventer le maintien de la paix sous d'autres formes¹⁰⁰ », comme le renforcement des capacités ou du secteur de la sécurité et la réforme constitutionnelle.

Des témoins ont observé qu'au cours des dernières années, on avait éteint plusieurs missions onusiennes de maintien de la paix en Afrique au profit de missions dirigées par l'UA. L'ambassadeur Adeoye a mentionné la résolution 2719 (2023) du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui crée un cadre d'utilisation, au cas par cas, des contributions évaluées par les Nations Unies pour au plus 75 % du budget annuel des opérations de soutien de la paix menées par l'UA qui ont été autorisées par le Conseil de sécurité¹⁰¹. Or, près de deux ans après l'adoption de la résolution 2719, le Conseil de sécurité n'a encore autorisé aucune opération dirigée par l'UA qui pourrait être financée dans le cadre de la résolution. Entre autres facteurs, le manque de ressources et les désaccords entre des États membres de l'ONU sur le partage du fardeau nuisent à la mise en œuvre de la résolution¹⁰².

La Stratégie du Canada pour l'Afrique indique que le gouvernement du Canada soutiendra les opérations de paix menées par l'Afrique et les initiatives de prévention des conflits¹⁰³. La résolution 2719 du Conseil de sécurité des Nations Unies n'y est cependant pas mentionnée. Le comité encourage vivement le gouvernement à travailler avec ses partenaires pour résoudre les problèmes restants liés à la résolution 2719 et de soutenir l'application de celle-ci.

⁹⁸ AEFA, *Témoignages*, 11 avril 2024 (Son Excellence Bankole Adeoye).

⁹⁹ AEFA, *Témoignages*, 23 mai 2024 (Ann Fitz-Gerald).

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ AEFA, *Témoignages*, 11 avril 2024 (Son Excellence Bankole Adeoye). Voir Conseil de sécurité des Nations Unies, *Résolution 2719 (2023)*.

¹⁰² Pour de plus amples renseignements, voir : International Peace Institute, *Partnership in Peace Operations: Implementing Resolution 2719*, octobre 2025 [EN ANGLAIS SEULEMENT].

¹⁰³ Gouvernement du Canada, *Stratégie du Canada pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées*, 2025, p. 16.

Recommandation 9

Le gouvernement du Canada devrait soutenir la mise en œuvre de la résolution 2719 du Conseil de sécurité des Nations Unies et devrait stimuler le soutien international pour les opérations de paix dirigées par l’Afrique.

Des processus de paix et de prévention des conflits inclusifs

Des témoins ont affirmé au comité que le Canada devrait soutenir des processus de paix et de prévention des conflits inclusifs en Afrique. Le comité a appris qu’à cette fin, le Canada pourrait tirer parti de son expérience du pluralisme. Par exemple la professeure Zahar a affirmé au comité que le Canada est bien placé, « en raison de notre bilinguisme, de notre pluralisme, de notre expérience fédérale et de notre expérience de la gestion d’un conflit profond et conflictuel dans notre propre pays, » pour jouer « un rôle essentiel en rétablissant la logique du dialogue et en contribuant à des solutions négociées qui ont de meilleures chances d’être durables¹⁰⁴... »

Plusieurs autres témoins ont aussi avancé que l’expérience canadienne en matière de gestion de la diversité pourrait être utile dans le contexte africain¹⁰⁵. À propos de l’expérience du Canada dans la promotion du pluralisme, Meredith Preston McGhie a attiré l’attention du comité sur les « ressources et [l]es experts en matière de médiation au sein du gouvernement et partout au Canada ». D’après M^{me} Preston McGhie, pour tirer parti de ces ressources, il faudrait traiter la médiation comme une « compétence diplomatique de base » et y consacrer « davantage de ressources diplomatiques de haut niveau¹⁰⁶ ».

Divers témoins ont aussi fait ressortir la nécessité de maintenir le soutien apporté aux femmes africaines, aux jeunes africains et aux organisations locales de la société civile dans les processus de paix. À ce sujet, le comité a appris que le Canada et ses partenaires africains devraient prendre appui sur leur histoire commune dans ce domaine. L’ambassadeur O’Neill a affirmé au comité que le programme pour les femmes, la paix et la sécurité « a des racines profondes en Afrique » et « doit une grande partie de son existence au leadership des Africaines elles-mêmes ». Entre autres considérations, l’ambassadeur O’Neill a mentionné que la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui est à la base de ce programme, a été mise

¹⁰⁴ AEFA, *Témoignages*, 23 mai 2024 (Marie-Joëlle Zahar).

¹⁰⁵ Par exemple, voir : AEFA, *Témoignages*, 2 mai 2024 (Thomas Kwasi Tieku); AEFA, *Témoignages*, 23 mai 2024 (Ann Fitz-Gerald).

¹⁰⁶ AEFA, *Témoignages*, 2 octobre 2024 (Meredith Preston McGhie).

de l'avant par la Namibie en l'an 2000, et que l'UA a été la première organisation multilatérale à nommer un envoyé de haut niveau responsable de la question des femmes, de la paix et de la sécurité¹⁰⁷. Pour sa part, en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies en l'an 2000, le Canada a œuvré pour l'adoption de la résolution 1325, et il a par la suite coparrainé d'autres résolutions sur le programme pour les femmes, la paix et la sécurité.

On a dit au comité que les jeunes africains devraient jouer un rôle plus important dans la consolidation de la paix. Judith McCallum, directrice exécutive de l'Institut de La vie et Paix, a affirmé que, dans le cadre de son travail auprès de la société civile, elle a vu « que la jeunesse peut jouer des rôles cruciaux dans la promotion de solutions non violentes pour la paix ». Elle a donné l'exemple du travail des jeunes dans les comités de résistance soudanais (réseaux de quartier informels qui ont joué un rôle important lors des manifestations qui ont fait tomber le dictateur Omar el-Béchir en 2019) et « les salles d'urgence du Soudan » (équipes de bénévoles dirigées par des jeunes qui ont été mises sur pied pour répondre aux besoins civils depuis le début de la guerre civile au Soudan)¹⁰⁸. Le comité accueille favorablement l'objectif de la Stratégie du Canada pour l'Afrique de promouvoir le rôle des femmes et des jeunes dans la paix et la sécurité.¹⁰⁹

Enfin, plusieurs témoins ont mis l'accent sur l'importance d'investir dans la prévention des conflits. À cet égard, l'ambassadeur Adeoye a mentionné plusieurs mécanismes de prévention des conflits utilisés par l'UA qui, selon lui, ont besoin de plus de soutien de la part du Canada : le Système continental d'alerte précoce, le Groupe des sages, le Réseau des femmes africaines pour la prévention des conflits et la médiation (FemWise-Africa), et le réseau de la jeunesse africaine pour la prévention des conflits et la médiation (WiseYouth)¹¹⁰. L'ambassadeur Adeoye a ajouté que la médiation, la diplomatie préventive et l'observation électorale sont des domaines dans lesquels le Canada pourrait produire des résultats avec l'UA¹¹¹. Le comité salue l'inclusion dans la Stratégie du Canada pour l'Afrique de plans visant

¹⁰⁷ AEFA, *Témoignages*, 3 octobre 2024 (Jacqueline O'Neill).

¹⁰⁸ AEFA, *Témoignages*, 2 mai 2024 (Judith McCallum).

¹⁰⁹ Gouvernement du Canada, *Stratégie du Canada pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées*, 2025, p. 16.

¹¹⁰ Le Groupe des sages réunit cinq personnalités africaines qui ont apporté une « contribution exceptionnelle » à la cause de la paix, de la sécurité et du développement sur le continent. FemWise-Africa est un mécanisme subsidiaire du Groupe des sages qui a pour mandat de renforcer le rôle des femmes dans la prévention des conflits et la médiation. Le réseau WiseYouth, un autre mécanisme subsidiaire du Groupe des sages, a pour mission de renforcer le rôle des jeunes dans les efforts de prévention des conflits, de médiation et de dialogue. Le Système continental d'alerte précoce est composé de plusieurs unités d'observation et de surveillance qui font la collecte et l'analyse de données pour prévoir et prévenir les conflits sur le continent africain.

¹¹¹ AEFA, *Témoignages*, 11 avril 2024 (Son Excellence Bankole Adeoye).

à offrir une assistance technique au Département des affaires politiques, de la paix et de la sécurité de la CUA et un soutien aux initiatives d'alerte précoce¹¹².

Recommandation 10

Le gouvernement du Canada devrait donner la priorité aux processus de consolidation de la paix pluralistes et inclusifs en Afrique, y compris en soutenant des programmes qui favorisent la participation des femmes et des jeunes africains à toutes les étapes des processus de paix et des initiatives de prévention des conflits.

La gouvernance et le développement

Il faut que la marque canadienne soit plus visible sur notre continent — un Canada qui puisse présenter le meilleur de la bonne gouvernance et de la démocratie¹¹³.

- **Son Excellence Bankole Adeoye, commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité, Commission de l'Union africaine, 11 avril 2024**

Dans les conditions actuelles, la plupart, sinon la totalité des pays les moins avancés du monde se trouveront en Afrique à compter de 2030¹¹⁴.

- **Christopher MacLennan, sous-ministre du Développement international, Affaires mondiales Canada, 8 février 2024**

Là où la paix et la sécurité se sont installées, la bonne gouvernance et le développement durable sont des facteurs clés pour empêcher la reprise des conflits. Il a été maintes fois souligné au comité que la gouvernance et le développement durable sont très étroitement liés. Par exemple, Wendy Harris a expliqué au comité que son organisation croit que « la bonne gouvernance et le renforcement institutionnel sont les fondements du développement durable¹¹⁵ », et Barbra Chimhandamba a affirmé que « [l]a bonne gouvernance crée un environnement propice aux échanges commerciaux et aux investissements et favorise la stabilité et la paix¹¹⁶ ». Le Groupe de la Banque mondiale abonde dans le même sens dans son rapport de 2025 intitulé *21st Century Africa: Governance and*

¹¹² Gouvernement du Canada, *Stratégie du Canada pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées*, 2025, p. 16.

¹¹³ AEFA, *Témoignages*, 11 avril 2024 (Son Excellence Bankole Adeoye).

¹¹⁴ AEFA, *Témoignages*, 8 février 2024 (Christopher MacLennan).

¹¹⁵ AEFA, *Témoignages*, 4 décembre 2024 (Wendy Harris).

¹¹⁶ AEFA, *Témoignages*, 28 novembre 2024 (Barbra Chimhandamba).

Growth : « [U]ne gouvernance caractérisée par une reddition de comptes des dirigeants, une participation publique à grande échelle et un État compétent et dévoué est un facteur primordial du développement¹¹⁷. »

À l'inverse, la mauvaise gouvernance (définie comme l'incapacité de l'État à fournir les biens publics dans les domaines politique, social, économique et environnemental auxquels chaque citoyen est en droit de s'attendre¹¹⁸) suscite la méfiance et la désaffection des citoyens à l'égard de l'État et compromet les progrès réalisés en matière de développement. La mauvaise gouvernance nuit aussi au soutien que la population africaine accorde à la démocratie. Christopher Fomunyoh a dit au comité que, même si « [l']Afrique continue de soutenir la démocratie », il y a une « insatisfaction croissante des citoyens envers le travail des élites politiques » à ce chapitre, et « la proportion des citoyens qui considèrent leur pays comme étant démocratique a diminué entre 2011 et 2023¹¹⁹ ».

Les manifestations dirigées par des jeunes dans des pays comme le Kenya, le Togo, Madagascar et le Maroc ces dernières années témoignent d'un mécontentement populaire par rapport à la gouvernance et à l'économie. Ce mécontentement s'est aussi manifesté dans le soutien populaire apporté aux juntas militaires du Sahel, dont les dirigeants ont avancé l'apparente incapacité des anciens régimes à éliminer la menace du terrorisme pour justifier leur prise de pouvoir anticonstitutionnelle. M. Fomunyoh a prévenu le comité que « [la] Russie et d'autres forces non démocratiques exploitent la vague de désaffection des jeunes, par exemple, par rapport aux gouvernements¹²⁰ ».

Soutenir la bonne gouvernance en Afrique

En Afrique, la qualité de la gouvernance varie beaucoup selon le pays. Certains pays comme les Seychelles, Maurice et le Cabo Verde (de petits États insulaires en développement) ou l'Afrique du Sud (un pays influent et densément peuplé) ont un bon niveau de gouvernance, tandis que d'autres font face à de grandes difficultés. D'après les principales conclusions du rapport *Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique 2024* de la Fondation Mo Ibrahim, la République démocratique du Congo, le Soudan, la Somalie et le Soudan du Sud se trouvaient au bas du classement des pays d'Afrique en matière de gouvernance en 2023¹²¹. Selon ce rapport, durant les dix dernières années, la gouvernance a fait des progrès dans 33 pays africains,

¹¹⁷ Groupe de la Banque mondiale, Chorching Go (dir.), *21st Century Africa: Governance and Growth*, 2025, p. xv [TRADUCTION LIBRE].

¹¹⁸ Voir Fondation Mo Ibrahim, *Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique 2024 : Principales conclusions*, octobre 2024

¹¹⁹ AEFA, *Témoignages*, 28 novembre 2024 (Christopher Fomunyoh).

¹²⁰ *Ibid.*

¹²¹ Fondation Mo Ibrahim, *Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique 2024 : Principales conclusions*, octobre 2024, p. 7.

représentant juste un peu plus de la moitié de la population du continent, et a régressé dans les 21 autres pays¹²². Le rapport fait une mise en garde à propos de l'aggravation de la crise sécuritaire et du rétrécissement de l'environnement participatif sur pratiquement tout le continent¹²³.

La bonne gouvernance est l'une des sept aspirations de l'Agenda 2063 de l'UA¹²⁴, dans lequel on déclare que « [l']Afrique aura une culture universelle de bonne gouvernance, de pratiques démocratiques, d'égalité entre les sexes, de respect des droits de l'homme, de justice et de l'État de droit¹²⁵ ». Le comité remarque que le Canada soutient cette aspiration depuis longtemps, y compris en apportant des contributions au renforcement des capacités et aux initiatives de formation de la CUA. Dans sa Stratégie pour l'Afrique, le Canada s'est engagé à maintenir ce soutien¹²⁶.

En revanche, des entreprises canadiennes ont été accusées de violer les droits de la personne dans les pays africains où elles mènent des activités. James Yap, directeur par intérim du Programme de droits de la personne à l'échelle internationale à la Faculté de droit de l'Université de Toronto, a affirmé au comité que le Canada dispose d'un moyen de contribuer « directement et efficacement aux droits de la personne et à la bonne gouvernance en Afrique », notamment en s'efforçant « de garantir que les entreprises canadiennes en activité en Afrique et ailleurs dans le monde respectent les droits de la personne et les pratiques de bonne gouvernance¹²⁷ ».

Le comité a appris que la réputation des entreprises canadiennes présentes en Afrique peut influencer sur la réputation du Canada¹²⁸. Le professeur Yap a recommandé que le Canada impose aux entreprises menant des activités à l'étranger des normes de diligence raisonnable en matière de droits de la personne et qu'il fasse en sorte que les manquements à ces normes soient passibles de poursuites devant les tribunaux canadiens. Il a ajouté qu'il serait « très utile » d'augmenter les pouvoirs et les ressources accordés à l'ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises (OCRE)¹²⁹. M. Iga s'est dit d'accord avec le professeur Yap et a déclaré que « [le Bureau de l'OCRE] doit avoir plus de mordant, plus de

¹²² *Ibid.*, p. 8.

¹²³ Fondation Mo Ibrahim, *Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique 2024 : Communiqué de presse*, 23 octobre 2024.

¹²⁴ Union africaine, *Agenda 2063 : L'Afrique Que Nous Voulons*, septembre 2015, p. 6.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 6.

¹²⁶ Gouvernement du Canada, *Stratégie du Canada pour l'Afrique : Un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées*, p. 16.

¹²⁷ AEFA, *Témoignages*, 5 décembre 2024 (James Yap).

¹²⁸ AEFA, *Témoignages*, 5 décembre 2024 (James Yap); AEFA, *Témoignages*, 23 mai 2024 (Nicholas Coghlan).

¹²⁹ AEFA, *Témoignages*, 5 décembre 2024 (James Yap).

financement, plus de talents, et a besoin d'un mandat soutenu par les Canadiens et les législateurs¹³⁰. » Dans la même veine, Nicholas Coghlan, ancien chef de bureau de l'ambassade du Canada au Soudan et ancien ambassadeur du Canada au Soudan du Sud, a affirmé au comité que le Bureau de l'OCRE « n'a aucun mordant. Il doit au moins avoir le pouvoir de contraindre les défendeurs à venir témoigner lorsque des plaintes sont déposées¹³¹. »

Recommandation 11

Le gouvernement du Canada devrait préciser le statut du Bureau de l'ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises et donner à ce bureau – ou à un nouveau mécanisme de traitement des plaintes et d'application de la loi – le pouvoir et les ressources nécessaires pour qu'il puisse faire enquête rapidement et efficacement sur les plaintes formulées contre les entreprises canadiennes qui mènent des activités en Afrique.

En plus d'accroître la responsabilisation des entreprises canadiennes, plusieurs témoins ont proposé que le Canada contribue davantage au renforcement de la gouvernance démocratique sur le continent. Par exemple, M. Fomunyoh souhaiterait que le Canada exploite ses actifs en matière de politique étrangère, d'économie et de culture pour « soutenir davantage la gouvernance démocratique, qui est une composante transversale pour le développement de l'Afrique ». Il a aussi recommandé que le Canada établisse « des partenariats concrets et durables avec des citoyens africains » au sein de la société civile, des gouvernements et des institutions pour favoriser la démocratie sur le continent¹³².

De son côté, M^{me} Chimhandamba a précisé que notre rôle n'est pas de nous imposer ou d'imposer nos idées à nos partenaires africains, mais bien de les écouter et de dialoguer avec eux¹³³. Le professeur Odoom a pour sa part indiqué que beaucoup d'Africains « trouvent que les nations occidentales, dont le Canada, paraissent paternalistes¹³⁴ ». Le professeur Hornsby a souligné la nécessité « d'élaborer des

¹³⁰ AEFA, *Témoignages*, 5 décembre 2024 (Templar Kalundu Iga).

¹³¹ AEFA, *Témoignages*, 23 mai 2024 (Nicholas Coghlan).

¹³² AEFA, *Témoignages*, 28 novembre 2024 (Christopher Fomunyoh).

¹³³ AEFA, *Témoignages*, 28 novembre 2024 (Barbra Chimhandamba).

¹³⁴ AEFA, *Témoignages*, 27 novembre 2024 (Isaac Odoom).

stratégies avec les pays et les régions d’Afrique plutôt que de les élaborer pour eux¹³⁵ ».

Plusieurs témoins ont mentionné le soutien à l’éducation comme un important moyen pour le Canada de contribuer au renforcement des capacités de gouvernance en Afrique. Comme l’a souligné la professeure Fitz-Gerald, une fonction publique professionnelle se forme dans les universités¹³⁶. À cet égard, le Canada peut s’appuyer sur son héritage en matière d’engagement éducatif sur le continent et auprès des populations africaines. Le haut-commissaire Higiroy a fait remarquer que le Canada a soutenu la création de la première université rwandaise¹³⁷. Le comité a aussi entendu parler des récentes initiatives éducatives menées par l’Université de la Saskatchewan au Mozambique, ainsi que par l’Université de la Colombie-Britannique et des institutions d’enseignement au Kenya¹³⁸. Plusieurs témoins ont aussi observé que le Canada est une destination de choix pour les étudiants africains. Des témoins ont insisté sur la valeur de l’éducation canadienne et ont précisé que, souvent, les diplômés africains excellent lorsqu’ils retournent dans leur pays et apportent de précieuses contributions à leurs communautés et à leurs économies¹³⁹. AMC a indiqué qu’en 2022, près de 100 000 Africains étaient titulaires d’un permis d’études au Canada, soit environ 10 % de l’ensemble des titulaires de permis d’études au Canada cette année-là¹⁴⁰.

Le soutien des systèmes d’éducation en Afrique est mutuellement avantageux. George Laryea-Adjei, directeur du groupe de programmes de l’UNICEF, a déclaré au comité qu’un meilleur accès à l’éducation en Afrique est primordial pour que les jeunes africains « puissent contribuer au développement non seulement du continent, mais du monde entier, en raison de la taille de sa population¹⁴¹ ». Cette observation va dans le même sens que la Stratégie du Canada pour l’Afrique, qui souligne que le Canada soutient depuis longtemps l’éducation en Afrique, et qui engage le Canada à investir dans la formation des jeunes et la formation professionnelle, y compris en finançant l’éducation de base¹⁴². Comme M^{me} Urban l’a affirmé au comité, un investissement dans la jeunesse africaine pourrait apporter

¹³⁵ AEFA, *Témoignages*, 27 novembre 2024 (David J. Hornsby).

¹³⁶ AEFA, *Témoignages*, 23 mai 2024 (Ann Fitz-Gerald).

¹³⁷ AEFA, *Témoignages*, 11 décembre 2024 (Son Excellence Prosper Higiroy).

¹³⁸ AEFA, *Témoignages*, 7 décembre 2023 (Caroline Delaney).

¹³⁹ Par exemple, voir AEFA, *Témoignages*, 2 mai 2024 (Thomas Kwasi Tieku).

¹⁴⁰ AMC, *Sous-ministre du Développement international — Comparution au Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international (AEFA) sur l’étude sur les engagements et les intérêts du Canada en Afrique*, document d’information, 12 décembre 2024.

¹⁴¹ AEFA, *Témoignages*, 27 novembre 2024 (George Laryea-Adjei).

¹⁴² Gouvernement du Canada, *Stratégie du Canada pour l’Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées*, 2025, p. 7 et 14.

des solutions relatives à la main-d'œuvre non seulement pour l'Afrique, mais aussi pour le Canada¹⁴³.

Bien qu'il existe des partenariats entre des universités canadiennes et africaines, le comité a appris qu'il y avait moyen d'étendre et d'approfondir cette collaboration¹⁴⁴. Entre autres avantages que le Canada peut tirer de ses partenariats au niveau universitaire, citons les enseignements que nous pouvons tirer de l'expertise africaine dans des domaines de défis communs, comme la virologie, l'immunologie et le changement climatique, ainsi que l'acquisition d'une expertise bien nécessaire sur l'Afrique¹⁴⁵. Il faut souligner que ces partenariats peuvent fonctionner dans les deux sens. Comme l'a suggéré Ann Fitz-Gerald, les établissements d'enseignement canadiens ont une occasion de créer des liens avec des universités aux vues similaires en Afrique « où [nous] apportons chacun une proposition de valeur, non seulement pour les étudiants africains, mais aussi pour les étudiants canadiens. Nous pouvons faciliter les échanges¹⁴⁶. » Il convient de noter que la Stratégie du Canada pour l'Afrique ne mentionne pas de partenariats interuniversitaires.

Enfin, le haut-commissaire Higiroy a déclaré au comité que, même si le Canada « a un avantage comparatif très important dans le domaine universitaire », son avantage comparatif le plus saillant se situe dans la formation professionnelle¹⁴⁷. C'est l'une des nombreuses fois où le comité a entendu parler de l'importance de la formation technique et de la formation professionnelle pour constituer une main-d'œuvre hautement qualifiée qui pourra réaliser le plein potentiel du continent. Dans cette perspective, le comité salue l'engagement du Canada d'investir dans la formation des jeunes et la formation professionnelle dans le cadre de sa stratégie pour l'Afrique. Le comité encourage le gouvernement du Canada à fournir plus de détails sur ses projets de financement et de mise en œuvre en la matière.

Recommandation 12

Le gouvernement du Canada devrait donner la priorité au soutien de l'éducation à tous les niveaux en Afrique et devrait soutenir l'élargissement des connaissances et de l'expertise sur l'Afrique au sein des institutions publiques canadiennes.

¹⁴³ AEFA, *Témoignages*, 30 octobre 2025 (Cheryl Urban).

¹⁴⁴ AEFA, *Témoignages*, 8 mai 2024 (Hippolyte Fofack); AEFA, *Témoignages*, 27 novembre 2024 (David Hornsby).

¹⁴⁵ AEFA, *Témoignages*, 27 novembre 2024 (Isaac Odoom et David Hornsby).

¹⁴⁶ AEFA, *Témoignages*, 23 mai 2024 (Ann Fitz-Gerald).

¹⁴⁷ AEFA, *Témoignages*, 11 décembre 2024 (Prosper Higiroy).

Recommandation 13

Le gouvernement du Canada devrait encourager et faciliter l'établissement de partenariats et d'autres liens entre les universités et les centres de recherches du Canada et de l'Afrique.

L'évolution du contexte du développement en Afrique

Comme il a déjà été mentionné, la bonne gouvernance et le développement durable se renforcent mutuellement. M. Achonu a affirmé au comité que le soutien de la démocratie doit s'accompagner de la création de débouchés économiques, car « si la démocratie ne tient pas ses promesses, [les gens] se tourneront alors vers d'autres formes de gouvernement¹⁴⁸ ». Autrement dit, l'Afrique est aux prises avec des défis importants en matière de développement, et si on ne les surmonte pas, cela pourrait freiner les progrès de la bonne gouvernance. Selon les estimations du Groupe de la Banque mondiale, d'ici 2030, 90 % des personnes en situation d'extrême pauvreté seront en Afrique¹⁴⁹. De plus, bien que, dans son rapport sur le développement durable en Afrique de 2025, le Programme de développement durable des Nations Unies ait indiqué que l'Afrique avait enregistré des progrès concernant 12 des 17 objectifs de développement durable (ODD), il a aussi constaté que le rythme de ces progrès restait insuffisant pour permettre à l'Afrique de réaliser les ODD d'ici à 2030¹⁵⁰.

Malgré la grande importance d'améliorer la gouvernance nationale pour stimuler le développement sur le continent, certains phénomènes mondiaux ont aussi un rôle à jouer. Ainsi, le Groupe de la Banque africaine de développement a expliqué que l'architecture financière mondiale n'était pas suffisamment adaptée aux besoins des pays africains qui cherchent à réaliser les ODD et a recommandé que le système financier mondial soit réformé¹⁵¹. Le changement climatique est un autre problème mondial qui a un effet disproportionné sur l'Afrique. Même si l'Afrique contribue

¹⁴⁸ AEFA, *Témoignages*, 7 février 2024 (Stanley Achonu).

¹⁴⁹ Groupe de la Banque mondiale, Chorching Go (dir.), *21st Century Africa: Governance and Growth*, 2025, p. xix [EN ANGLAIS SEULEMENT].

¹⁵⁰ Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, *Rapport sur le développement durable en Afrique 2025 : Résumé analytique*, 24 septembre 2025, p. 1.

¹⁵¹ Groupe de la Banque africaine de développement, *Perspectives économiques en Afrique 2005 : Tirer le meilleur parti du capital de l'Afrique pour favoriser son développement*, p. 84.

relativement peu aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, elle est exposée de manière disproportionnée aux effets du changement climatique¹⁵².

Comme il a déjà été mentionné dans le présent rapport, le comité a appris que des pays d’Afrique veulent aller au-delà de la relation traditionnelle entre donateur et bénéficiaire et veut plutôt conclure des partenariats modernes fondés sur le respect mutuel et sur un investissement partagé. À ce sujet, Nicolas Moyer, directeur général de Cuso International, a déclaré au comité que « les engagements du Canada en Afrique [...] ne devraient pas être menés dans un esprit de charité ni sous l’angle limité d’une politique d’aide. En effet, considérons le fait que le Canada a davantage besoin de l’Afrique que l’Afrique n’a besoin du Canada. [...] [L]e continent africain compte plus d’un milliard d’habitants; alors que la population canadienne ne s’élève qu’à 40 millions de personnes¹⁵³. » Le professeur Odoom a aussi fait remarquer que « les nations africaines ne sont plus simplement des nations qui reçoivent de l’aide de l’étranger. La plupart d’entre elles sont des partenaires assurés qui forment de nouvelles alliances¹⁵⁴. »

Toutefois, le comité a aussi appris que « l’aide publique au développement, ou APD, a encore un rôle majeur à jouer » dans le cadre de l’engagement du Canada en Afrique¹⁵⁵, et que « de nombreux pays d’Afrique auront encore besoin d’une aide au développement de base¹⁵⁶... » C’est encore plus vrai maintenant. Le gros de l’étude du comité a eu lieu avant la dissolution *de facto* de l’Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) au début de 2025, un développement qui a eu d’énormes conséquences pour le continent africain.

Cette coupe dans les services d’aide s’est fait sentir dans l’approvisionnement alimentaire d’urgence, le traitement du virus de l’immunodéficience humaine et les mesures de prévention de maladies comme l’Ebola, le choléra ou la malaria. De plus, elle est survenue à un moment où des pays réduisaient leur budget d’aide, y compris de grands donateurs comme l’Allemagne, la France et les Pays-Bas¹⁵⁷. En avril 2025, l’organisation Africa Centres for Disease Control and Prevention a déclaré que l’aide publique au développement dans le secteur de la santé en Afrique avait chuté de 70 % entre 2021 et 2025¹⁵⁸.

¹⁵² Nations Unies, « [L’Afrique pâtit du changement climatique de manière disproportionnée](#) », *ONU Info*, 4 septembre 2023.

¹⁵³ AEFA, [Témoignages](#), 7 février 2024 (Nicolas Moyer).

¹⁵⁴ AEFA, [Témoignages](#), 27 novembre 2024 (Isaac Odoom).

¹⁵⁵ AEFA, [Témoignages](#), 7 février 2024 (Stanley Achonu).

¹⁵⁶ AEFA, [Témoignages](#), 8 février 2024 (Christopher MacLennan).

¹⁵⁷ Ebere Okereke, « [Africa after USAID: who will pay the health bill?](#) », *Chatham House*, 16 octobre 2025 [EN ANGLAIS SEULEMENT].

¹⁵⁸ Africa Centres for Disease Control and Prevention, [Africa’s Health Financing in a New Era – April 2025](#), 3 avril 2025 [EN ANGLAIS SEULEMENT].

Dans un contexte où les besoins se maintiennent et les ressources diminuent, le rôle du Canada comme partenaire dans le développement de l'Afrique a pris une importance croissante. Selon la Stratégie du Canada pour l'Afrique, l'aide internationale canadienne pour l'Afrique a augmenté de 52 % au cours des huit années qui ont précédé la publication de cette stratégie¹⁵⁹. Cette hausse s'est produite dans le contexte d'une augmentation générale des dépenses du Canada dans le domaine de l'aide internationale. Si l'on se tourne vers l'avenir, cependant, le budget fédéral de 2025 indique que le gouvernement du Canada compte « [r]amener l'aide au développement international à son niveau prépandémique » et consacrer environ 2,7 milliards de dollars de moins à l'aide internationale sur une période de quatre ans¹⁶⁰.

M^{me} Urban a affirmé au comité que le Canada ne peut pas compenser la « perte énorme de financement » causée par la dissolution de l'USAID et les compressions budgétaires. Au lieu de cela, dit-elle, la Stratégie du Canada pour l'Afrique vise à employer des « mécanismes d'aide internationale novateurs », comme « utiliser le potentiel du secteur privé », pour que l'aide fournie par le Canada soit la plus efficace possible¹⁶¹. On annonce aussi dans cette stratégie que le Canada accordera la priorité à la mobilisation de financement¹⁶².

La mobilisation des investissements du secteur privé a aussi été mentionnée par Garreth Bloor, selon qui « [l]e secteur privé du Canada peut jouer un rôle clé dans la croissance économique, qui est un élément essentiel du programme global de développement du Canada¹⁶³... » À défaut de solides engagements du secteur public à investir dans le développement, le Canada devra mobiliser des sources de financement privé et utiliser le plus efficacement possible les ressources existantes en matière d'aide internationale, ce qui signifie entre autres combler les lacunes décelées dans les secteurs du financement mondial où le Canada dispose d'un avantage comparatif. Dans un même temps, comme il a déjà été mentionné, plusieurs témoins ont affirmé au comité que les formes d'aide au développement plus traditionnelles sont toujours nécessaires¹⁶⁴.

En ce qui concerne la mobilisation des investissements du secteur privé, il est annoncé dans la Stratégie du Canada pour l'Afrique que FinDev Canada ouvrirait un

¹⁵⁹ Gouvernement du Canada, *Stratégie du Canada pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées*, 2025, p. 2.

¹⁶⁰ Gouvernement du Canada, *Un Canada fort – Budget 2025*, novembre 2025, p. 239.

¹⁶¹ AEFA, *Témoignages*, 30 octobre 2025 (Cheryl Urban).

¹⁶² Gouvernement du Canada, *Stratégie du Canada pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées*, 2025, p. 14.

¹⁶³ AEFA, *Témoignages*, 2 octobre 2024 (Garreth Bloor).

¹⁶⁴ AEFA, *Témoignages*, 7 février 2024 (Stanley Achonu); AEFA, *Témoignages*, 8 février 2024 (Christopher MacLennan).

nouveau bureau régional en Afrique du Sud en 2025¹⁶⁵. Une annonce ultérieure a laissé entendre que l'ouverture avait été reportée à 2026.¹⁶⁶ Le comité salue l'annonce de ce nouveau bureau et encourage le gouvernement du Canada à donner la priorité à sa prompte ouverture. Stéphanie Émond, vice-présidente Impact à FinDev Canada, a dit au comité que l'Afrique subsaharienne a toujours été l'une des régions prioritaires de FinDev et représente environ 40 % de son portefeuille¹⁶⁷. FinDev Canada a un rôle important à jouer dans le soutien du développement durable en Afrique, a-t-on dit au comité, et le gouvernement du Canada devrait s'assurer que cette organisation dispose des capitaux nécessaires pour le faire¹⁶⁸. Comparativement à la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, qui prévoit un investissement de 750 millions de dollars pour renforcer la capacité de FinDev Canada à étendre ses activités à l'Indo-Pacifique¹⁶⁹, la Stratégie du Canada pour l'Afrique ne prévoit pas de nouvel investissement dans les activités de FinDev Canada.

Il est dans l'intérêt des Canadiens comme des Africains que le Canada favorise la bonne gouvernance et le développement durable en Afrique. Le haut-commissaire Shaik a affirmé au comité que, « pour chaque dollar d'aide au développement et d'assistance du Canada qui est versé à l'Afrique, le Canada récupère deux fois et demie cette valeur¹⁷⁰ ». Comme on peut le voir dans la partie suivante, l'Afrique a un énorme potentiel de croissance économique. La bonne gouvernance et le développement durable sont deux des clés qui libéreront ce potentiel.

¹⁶⁵ Gouvernement du Canada, *Stratégie du Canada pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées*, 2025, p. 2.

¹⁶⁶ Premier ministre du Canada, *Le premier ministre Carney renforce nos partenariats commerciaux et d'investissement au Sommet des dirigeants du G20*, 23 novembre 2025.

¹⁶⁷ AEFA, *Témoignages*, 17 avril 2024 (Stéphanie Émond).

¹⁶⁸ Par exemple, voir AEFA, *Témoignages*, 7 février 2024 (Stanley Achonu); AEFA, *Témoignages*, 11 décembre 2024 (Son Excellence Rieaz Moe Shaik).

¹⁶⁹ AMC, *Le Canada lance la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique afin de soutenir la croissance, la prospérité et la sécurité à long terme pour la population canadienne*, 27 novembre 2022.

¹⁷⁰ AEFA, *Témoignages*, 11 décembre 2024 (Son Excellence Rieaz Moe Shaik).

Recommandation 14

Le gouvernement du Canada devrait cerner les lacunes dans les domaines du financement du développement en Afrique où le Canada dispose d'un avantage comparatif et devrait s'engager à y consacrer des ressources à long terme pour les combler.

Recommandation 15

Dans le cadre de la Stratégie du Canada pour l'Afrique, le Canada devrait prévoir des capitaux supplémentaires pour les activités de FinDev Canada en Afrique.

FinDev Canada devrait faire en sorte que ses activités en Afrique soient visibles, ciblées et compatibles avec les priorités continentales décrites dans l'Agenda 2063.

Le commerce, les investissements et les relations

L'expansion du commerce avec le continent non seulement soutiendra le développement économique de l'Afrique, mais aidera aussi le Canada à réaliser son objectif de diversification des échanges commerciaux¹⁷¹.

- **Barbra Chimhandamba, conseillère de politiques publiques, Banque canadienne de grains, 4 décembre 2024**

Le Canada a l'occasion de se distinguer en offrant quelque chose de différent. Il n'a pas besoin de rivaliser directement avec la Chine. Au lieu de cela, le Canada peut établir des partenariats fondés sur la confiance, sur des objectifs communs et sur ses forces uniques. La marque canadienne est forte en Afrique, mais elle est sous-exploitée¹⁷².

- **Isaac Odoom, professeur adjoint, Université Carleton, 27 novembre 2024**

Le comité a appris que, avec sa population jeune et croissante, l'émergence de sa classe moyenne et son marché de consommation en expansion, l'Afrique devient un moteur de la croissance économique mondiale. Selon les estimations de la Banque africaine de développement, l'Afrique compte 13 des 20 économies mondiales qui

¹⁷¹ AEFA, *Témoignages*, 28 novembre 2024 (Barbra Chimhandamba).

¹⁷² AEFA, *Témoignages*, 27 novembre 2024 (Isaac Odoom).

connaîtront la croissance la plus rapide en 2025¹⁷³. Lors de son témoignage à la fin de 2024, Son Excellence Souriya Otmani, ambassadeure du Royaume du Maroc au Canada, a indiqué au comité qu'en 2024, l'Afrique allait figurer au deuxième rang mondial des régions à la croissance économique la plus rapide derrière l'Asie, avec 41 pays dont le rythme de croissance en 2024 surpasserait celui de 2023¹⁷⁴.

L'Afrique a un immense potentiel économique et de vastes possibilités en matière de commerce et d'investissements, et le monde en a pris conscience. Durant ses audiences, le comité a appris que la Chine, les États-Unis et des pays de l'Union européenne, de l'Indo-Pacifique et du Moyen-Orient établissent des liens commerciaux avec des pays africains à un rythme accéléré.

Des représentants du gouvernement du Canada ont indiqué que le Canada considère aussi l'Afrique comme une terre d'opportunités commerciales. Or, le commerce avec l'Afrique représente une toute petite partie de l'ensemble du commerce international du Canada, soit à peine plus de 1 % du total des échanges de marchandises du pays en 2024. Cette année-là, le commerce de marchandises du Canada avec les pays africains a totalisé 15,1 milliards de dollars¹⁷⁵. En 2024, près de 40 % du commerce de marchandises du Canada en Afrique s'est fait avec l'Afrique du Sud et le Nigéria¹⁷⁶. La même année, les investissements directs canadiens ont atteint environ 12 millions de dollars en Afrique¹⁷⁷.

M. Lebleu a indiqué que le commerce et l'investissement canadiens en Afrique ont connu une croissance impressionnante au cours des cinq dernières années, mais il a reconnu que « ces chiffres restent bien en deçà de ce à quoi l'on pourrait s'attendre¹⁷⁸ ». Le haut-commissaire Higiroy a quant à lui affirmé que le volume du commerce canado-africain reste bien inférieur à celui des autres pays du G7. Le haut-commissaire Higiroy a encouragé le Canada à combler cet écart « en

¹⁷³ Groupe de la Banque africaine de développement, *Perspectives économiques en Afrique 2025 : Tirer le meilleur parti du capital de l'Afrique pour favoriser son développement*, 2025, p. 16.

¹⁷⁴ AEFA, *Témoignages*, 11 décembre 2024 (Son Excellence Souriya Otmani).

¹⁷⁵ Gouvernement du Canada, *Stratégie du Canada pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées*, mars 2025.

¹⁷⁶ Gouvernement du Canada, *Rapport – données sur le commerce en direct, importations et exportations* canadiennes, total de toutes les industries, Afrique, sauf Moyen-Orient, données consultées le 12 novembre 2025.

¹⁷⁷ AEFA, *Témoignages*, 30 octobre 2025 (Ben Marc Diendéré); Statistique Canada, *Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par pays, annuel (x 1 000 000)*, base de données, consultée le 10 octobre 2025.

¹⁷⁸ AEFA, *Témoignages*, 17 avril 2024 (Marcel Lebleu). Le commerce des marchandises entre le Canada et les pays africains a augmenté de plus de 6 milliards de dollars depuis 2018, lorsqu'il se montait à environ 9,7 milliards. AMC, *Le Canada et la Commission de l'Union africaine concluent le Deuxième Dialogue sur la politique commerciale*, communiqué de presse, 8 novembre 2024.

poursuivant un engagement constant et systématique axé sur le commerce et l'investissement » en Afrique¹⁷⁹.

L'investissement direct canadien en Afrique est fortement concentré dans le secteur minier. Comme il a déjà été mentionné, le continent possède d'importants gisements de métaux et de minéraux qui, d'après Joanne Tognarelli, vice-présidente, Développement des affaires, marchés internationaux à Exportation et développement Canada (EDC), « sont essentiels au développement des technologies de batteries, de l'électronique et d'autres éléments de l'économie verte¹⁸⁰ ».

En 2023, la valeur des actifs miniers canadiens détenus par 101 entreprises canadiennes s'élevait à 39,1 milliards de dollars et représentait 17,7 % du total des actifs miniers canadiens à l'étranger¹⁸¹. Après les Amériques (à l'exclusion du Canada), l'Afrique était le deuxième continent où la valeur des actifs miniers canadiens était la plus élevée. En 2023, environ 45 % de l'investissement direct canadien en Afrique se trouvait dans le secteur minier¹⁸². La même année, les principaux bénéficiaires de l'investissement direct canadien en Afrique ont été l'île Maurice, le Mali, la Namibie, le Burkina Faso et l'Afrique du Sud¹⁸³.

Plusieurs témoins ont soutenu que les activités commerciales du Canada en Afrique sont devenues trop axées sur l'extraction de ressources. Selon Templar Kalundu Iga, « [m]ême si cela a généré des profits à court terme, cela ne tient pas compte des possibilités des secteurs à forte croissance comme la technologie, les énergies renouvelables et les infrastructures¹⁸⁴ ». De même, Hippolyte Fofack, titulaire de la bourse Parker, Réseau de solutions pour le développement durable des Nations Unies à l'Université Columbia, a déclaré que les investissements directs du Canada en Afrique « ont été très faibles et orientés vers des produits de base liés aux ressources naturelles¹⁸⁵ ». Il a invité le Canada à diversifier ses investissements en Afrique, par exemple en cherchant des occasions d'investir dans des secteurs à forte croissance, comme les infrastructures.

Un autre secteur en croissance qui pourrait profiter des investissements canadiens en Afrique est celui de l'énergie verte. L'Afrique a un énorme potentiel éolien, solaire et hydroélectrique et a de plus en plus d'importance dans le passage à une économie verte. Le comité a appris qu'on développe beaucoup de solutions novatrices contre le changement climatique en Afrique, et que les entreprises

¹⁷⁹ AEFA, *Témoignages*, 11 décembre 2024 (Son Excellence Prosper Higirow).

¹⁸⁰ AEFA, *Témoignages*, 17 avril 2024 (Joanne Tognarelli).

¹⁸¹ Ressources naturelles Canada, *Actifs miniers canadiens*, bulletin d'information, janvier 2025.

¹⁸² AMC, *Sous-ministre du Développement international – Comparution au Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international (AEFA) sur l'étude sur les engagements et les intérêts du Canada en Afrique*, document d'information, 12 décembre 2024.

¹⁸³ *Ibid.*

¹⁸⁴ AEFA, *Témoignages*, 5 décembre 2024 (Templar Kalundu Iga).

¹⁸⁵ AEFA, *Témoignages*, 8 mai 2024 (Hippolyte Fofack).

canadiennes ont des occasions de soutenir le secteur des technologies propres sur le continent.

Le Canada peut aussi trouver en Afrique des occasions liés à l'agriculture et l'agroalimentaire. Kathleen Donohue, sous-ministre adjointe à la Direction générale des affaires internationales d'Agriculture et Agroalimentaires Canada (AAC), a mentionné que, durant les cinq dernières années, le taux de croissance annuel des exportations canadiennes de produits agroalimentaires vers l'Afrique s'est élevé à 15 %, avec un sommet sans précédent de 3 milliards de dollars en 2023¹⁸⁶. À plus long terme, a ajouté M^{me} Donohue, AAC prévoit que ces exportations continueront d'augmenter.

D'après la Stratégie du Canada pour l'Afrique, le gouvernement renforcera la coopération économique avec l'Afrique grâce à une mission commerciale de haut niveau sur le continent et à un nouveau programme de commerce et de développement pour l'Afrique. On y explique aussi que le gouvernement créera un centre pour le commerce en Afrique afin de coordonner la diplomatie et les relations économiques à l'échelle du gouvernement du Canada ainsi que des gouvernements provinciaux et territoriaux. Le 30 octobre 2025, des représentants d'AMC ont dit au comité que le pôle commercial avait été mis sur pied et qu'il était devenu un important outil ministériel pour coordonner les activités de diplomatie économique et d'investissement du Canada partout en Afrique¹⁸⁷. Par exemple, Cheryl Urban a affirmé que ce pôle a déjà commencé à assurer une coordination avec les missions canadiennes en Afrique pour soutenir le secteur privé canadien sur le continent.

Bien que le comité appuie le lancement du pôle commercial pour l'Afrique et d'une mission commerciale en Afrique, il est d'avis que des changements plus profonds sont nécessaires pour véritablement stimuler les relations commerciales entre le Canada et les pays d'Afrique. Le Canada n'a aucun accord de libre-échange avec un pays africain, et plusieurs témoins ont indiqué que cela crée une situation de concurrence défavorable pour les entreprises canadiennes qui souhaitent avoir un meilleur accès à la région.

Le comité est préoccupé par le fait que l'Afrique n'a pas été mentionnée dans le budget de 2025 du gouvernement fédéral, en particulier par rapport aux objectifs de diversification des activités commerciales du Canada. Les récents remous qui ont perturbé nos échanges commerciaux avec les États-Unis (de loin le principal partenaire commercial du Canada) font ressortir l'urgent besoin de diversifier nos relations commerciales et nos relations d'affaires avec des économies naissantes comme les économies africaines. Le comité est d'avis que l'Afrique devrait être

¹⁸⁶ AEFA, *Témoignages*, 17 avril 2024 (Kathleen Donohue).

¹⁸⁷ AEFA, *Témoignages*, 30 octobre 2025 (Cheryl Urban).

intégrée aux régions cibles et aux priorités stratégiques du programme de diversification des relations commerciales du Canada.

Recommandation 16

Le gouvernement du Canada devrait désigner l’Afrique comme une priorité stratégique de son programme de diversification commerciale et devrait se pencher sur les possibilités de faire avancer la négociation d’accords de libre-échange avec les pays africains.

Le Service des délégués commerciaux d’AMC est un point de liaison important entre les entreprises canadiennes et les marchés internationaux. Toutefois, on a dit au comité qu’il est sous-utilisé dans le contexte africain. En particulier, le comité a été informé que le Canada n’a pas assez de délégués commerciaux en Afrique. Durant son témoignage en novembre 2024, l’ambassadeur Diendéré a dit au comité qu’il y a en Afrique 16 délégués commerciaux canadiens et 47 agents recrutés sur place¹⁸⁸. Paula Caldwell St-Onge, présidente du conseil d’administration de la Chambre de commerce Canada-Afrique, a affirmé que le Service des délégués commerciaux a un seul agent recruté sur place pour toute la République démocratique du Congo, un pays qui a plus de 100 millions d’habitants¹⁸⁹. Le comité croit que le Canada devrait avoir davantage de délégués commerciaux sur le continent africain.

Recommandation 17

Le gouvernement du Canada devrait renforcer le Service des délégués commerciaux et les autres outils et mécanismes conçus pour soutenir les entreprises canadiennes qui veulent faire du commerce avec des pays africains ou investir dans ces pays.

¹⁸⁸ AEFA, *Témoignages*, 28 novembre 2024 (Ben Marc Diendéré). Le nombre de délégués commerciaux canadiens en Afrique pourrait avoir diminué depuis cette date. AMC a indiqué qu’en 2025, le Service des délégués commerciaux a 53 délégués canadiens et agents recrutés sur place répartis dans 20 bureaux en Afrique. Voir : AMC, *Le Canada et l’Afrique*, données consultées le 12 novembre 2025.

¹⁸⁹ AEFA, *Témoignages*, 2 octobre 2024 (Paula Caldwell St-Onge).

Atténuer les risques de l'engagement commercial en Afrique pour le Canada

Malgré les taux de croissance élevés en Afrique, il semble que divers facteurs rendent les investisseurs méfiants et minent la croissance du commerce en Afrique. Par exemple, Joanne Tognarelli a expliqué que cette croissance est entravée par la faiblesse des réseaux d'infrastructure, la faible intégration de certains pays aux marchés mondiaux, la corruption politique et des problèmes de sécurité opérationnelle. En ce qui concerne le crédit, M^{me} Tognarelli a mentionné que de nombreux pays africains sont aux prises avec un surendettement qui accentue les risques financiers et les risques liés aux investissements¹⁹⁰.

Il se peut que les craintes liées aux investissements freinent aussi les investissements canadiens en Afrique. Cependant, il a été dit au comité que les faits ne confirment pas l'impression qu'un investissement en Afrique est foncièrement plus risqué qu'un investissement dans d'autres régions du monde¹⁹¹. Par exemple, M^{me} Tognarelli a expliqué qu'EDC attribue un taux de risque plus faible aux investissements dans certains pays d'Afrique qu'aux investissements faits au Mexique, qui était pourtant la neuvième destination en importance pour l'investissement direct canadien en 2024¹⁹². À cet égard, Susan Steffen, directrice générale de la Direction générale panafricaine d'AMC, a souligné que tous les marchés en Afrique ne sont pas semblables; certains sont bien plus évolués que d'autres¹⁹³. D'après M^{me} Steffen, il y a un intérêt « à mettre à jour le discours sur le risque en Afrique, afin de faire la différence entre le risque perçu et le risque réel » d'investir en Afrique¹⁹⁴.

Des témoins ont encouragé le gouvernement du Canada à accentuer ses efforts pour atténuer les risques liés aux investissements et aux activités commerciales en Afrique. Par exemple, pour stimuler la confiance des investisseurs, Edward Akuffo a affirmé que le gouvernement du Canada pourrait créer un fonds d'investissement qui fournirait un capital de risque pour des investissements privés en Afrique¹⁹⁵. Plusieurs témoins ont aussi suggéré que le Canada cherche à conclure de nouveaux accords sur la promotion et la protection des investissements étrangers (APIEs) avec des pays africains pour stimuler la confiance des investisseurs. Ces accords protègent les particuliers grâce à un cadre de règles prévisibles sur les

¹⁹⁰ AEFA, *Témoignages*, 17 avril 2024 (Joanne Tognarelli).

¹⁹¹ AEFA, *Témoignages*, 7 février 2024 (Stanley Achonu).

¹⁹² AEFA, *Témoignages*, 17 avril 2024 (Joanne Tognarelli); AMC, *Relations Canada-Mexique*.

¹⁹³ AEFA, *Témoignages*, 30 octobre 2025 (Susan Steffen).

¹⁹⁴ AEFA, *Témoignages*, 17 avril 2024 (Susan Steffen).

¹⁹⁵ AEFA, *Témoignages*, 2 octobre 2024 (Edward Akuffo).

investissements à l'étranger. Il y a actuellement huit APIEs en vigueur entre le Canada et des pays africains¹⁹⁶.

Le comité a appris qu'AMC travaille auprès des gens d'affaires pour changer la perception du risque lié au marché africain, par exemple en invitant des entreprises canadiennes à participer à des missions commerciales sur le continent. Dans une perspective plus large, Andrew Smith, directeur général de la Direction générale des affaires panafricaines d'AMC, a dit au comité qu'AMC tente aussi de changer la perception du risque lié aux investissements en appuyant la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine¹⁹⁷.

Exportation et développement Canada est un autre mécanisme important pour stimuler l'engagement des entreprises canadiennes en Afrique. Comme l'a expliqué M^{me} Tognarelli, EDC soutient les exportateurs et les investisseurs canadiens grâce à une série de produits de financement et d'assurance qui permettent d'atténuer les risques du commerce en Afrique¹⁹⁸. Lorraine Audsley, première vice-présidente et cheffe de la gestion des risques et du développement durable à EDC, a ajouté qu'une autre façon dont EDC aide les entreprises canadiennes à faire des affaires en Afrique consiste à vérifier leurs programmes de conformité pour s'assurer qu'elles font preuve de responsabilité sociale.

Malgré les précieux services qu'elle fournit actuellement, les activités et les opérations d'EDC en Afrique sont très limitées. Pour le moment, EDC a un seul bureau en Afrique situé à Johannesburg, en Afrique du Sud. De plus, l'Afrique ne représente qu'une petite part du portefeuille des activités d'EDC. M^{me} Tognarelli a indiqué au comité qu'en 2023, dans la région de l'Afrique, EDC a facilité des activités d'exportation, d'investissements étrangers et de développement commercial dont la valeur totale se chiffre à 1,4 milliard de dollars¹⁹⁹. Cette somme ne représente guère plus que 1 % de l'ensemble des activités facilitées par EDC dans le monde en 2023²⁰⁰. Le comité est d'avis que le gouvernement du Canada devrait mieux

¹⁹⁶ En Afrique, le Canada a des accords sur la promotion et la protection des investissements étrangers avec le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, la Guinée, le Mali et le Sénégal. Pour en savoir plus sur ces accords, voir : Gouvernement du Canada, [*Accords internationaux du Canada en matière de commerce et d'investissement*](#).

¹⁹⁷ AEFA, [*Témoignages*](#), 30 octobre 2025 (Andrew Smith).

¹⁹⁸ AEFA, [*Témoignages*](#), 17 avril 2024 (Joanne Tognarelli).

¹⁹⁹ *Ibid.*

²⁰⁰ Exportation et développement Canada (EDC) a facilité des activités d'exportation, d'investissement étranger et de développement commercial dans le monde d'une valeur de 131,4 milliards de dollars en 2023. EDC, [*Multiplier les retombées de l'exportation : rapport annuel intégré 2023*](#). Selon son rapport annuel de 2024, EDC a facilité des activités en Afrique et au Moyen-Orient d'une valeur de 2,8 milliards de dollars en 2024. Ensemble, l'Afrique et le Moyen-Orient représentent environ 2,2 % des marchés géographiques dans lesquels EDC a facilité des activités en 2024. EDC, [*De local à mondial : rapport annuel intégré 2024*](#).

soutenir EDC et les autres instruments conçus pour accroître l'engagement commercial canadien en Afrique.

Recommandation 18

Le gouvernement du Canada devrait chercher à conclure de nouveaux accords sur la promotion et la protection des investissements étrangers avec des pays africains pour améliorer la protection des investisseurs et stimuler les investissements bilatéraux.

Recommandation 19

Le gouvernement du Canada devrait renforcer le soutien qu'il apporte à Exportation et développement Canada et aux autres instruments conçus pour réduire les risques et accroître l'engagement commercial canadien en Afrique.

La participation de la diaspora

Comme il a déjà été mentionné, le continent africain se divise en cinq grandes sous-régions. L'UA considère la diaspora africaine comme la « sixième région » du continent. Même si les chiffres varient, on estime que plus de 200 millions de personnes d'origine africaine vivent à l'extérieur de l'Afrique²⁰¹. L'UA considère la diaspora africaine comme un facteur déterminant du succès de l'Agenda 2063 et comme un groupe qui peut énormément contribuer à l'avancement social et économique du continent.

Il y a environ 1,3 million de personnes d'origine africaine au Canada, un nombre quatre fois supérieur à celui enregistré en l'an 2000²⁰². Très instruite et disposant de bons contacts en Afrique, la diaspora africaine dynamique au Canada constitue l'un

²⁰¹ Robert Beamish et Deveney Smith, *[How tapping into the power of the global Black economy can boost Africa's innovation and prosperity](#)*, Geographies in depth, Forum économique mondial, 14 mars 2024 [EN ANGLAIS SEULEMENT]. D'autres sources estiment que la diaspora africaine dans le monde compte entre 170 et 350 millions de personnes. Voir, par exemple : State of the African Diaspora, *[The African Diaspora](#)*; et the Diaspora Collective, *[African Diaspora: A Global Impact](#)* [EN ANGLAIS SEULEMENT].

²⁰² AMC, *[Le Canada lance sa première stratégie mondiale pour l'Afrique : un partenariat pour une prospérité et une sécurité partagées](#)*, communiqué de presse, 6 mars 2025; et Gouvernement du Canada, *[Cahier de breffage du premier ministre – État du monde](#)*, 13 mai 2025.

des avantages comparatifs du Canada, selon les témoins. Ils ont dit au comité que le Canada pourrait entretenir des relations stratégiques plus étroites et plus stratégiques avec cette communauté pour aider les entreprises, les exportateurs et les investisseurs canadiens à percer en Afrique. Le professeur Odoom, qui a décrit la diaspora africaine au Canada comme un « atout essentiel », a indiqué que les membres de cette communauté ont beaucoup de contacts personnels et de connaissances locales qui peuvent nous aider à créer des rapports avec nos homologues africains²⁰³.

Souad Elmallem, présidente-directrice générale de 6temik, a proposé la création d'un conseil canadien de la diaspora africaine. Selon M^{me} Elmallem, ce conseil pourrait bâtir la feuille de route des partenariats et de l'engagement économique du Canada avec les pays africains²⁰⁴. Dans un mémoire au comité, le Groupe de Réflexion sur l'Afrique, une association à but non lucratif dont les membres veulent resserrer la coopération entre le Canada et les pays d'Afrique, a aussi demandé que le gouvernement entretienne des liens plus étroits avec la diaspora africaine au Canada et la diaspora canadienne en Afrique. Selon ce mémoire,

le Canada ne peut pas se permettre de négliger les solides relations et la grande influence de sa diaspora africaine et de la diaspora canadienne en Afrique. La mine de compétences et de connaissances des membres des deux diasporas et leurs vastes réseaux de relations dans leur pays d'origine sont indispensables au succès de la nouvelle Stratégie du Canada pour l'Afrique et il faut qu'AMC entre en contact avec ces précieux alliés²⁰⁵.

Le comité estime que le gouvernement du Canada devrait chercher des moyens de mieux utiliser le potentiel de ces diasporas. Il est important de noter que, dans sa nouvelle stratégie pour l'Afrique, le gouvernement du Canada s'engage à renforcer les liens interpersonnels avec les peuples africains et la diaspora africaine au Canada. Plus précisément, il s'engage à créer un mécanisme de mobilisation de la diaspora qui mettra à contribution les jeunes, la société civile et les entreprises pour éclairer les approches du gouvernement à l'égard de l'Afrique.

Le comité soutient la création de ce mécanisme. Nous avons cependant encore très peu d'informations sur les objectifs, la composition et la structure du mécanisme. Le comité encourage le gouvernement à publier ces informations et à veiller à ce que ce mécanisme donne lieu à des interactions fructueuses avec les groupes de la diaspora.

²⁰³ AEFA, *Témoignages*, 27 novembre 2024 (Isaac Odoom).

²⁰⁴ AEFA, *Témoignages*, 8 mai 2024 (Souad Elmallem).

²⁰⁵ Groupe de Réflexion sur l'Afrique, mémoire présenté au comité en avril 2024.

Recommandation 20

Le gouvernement du Canada devrait veiller à ce que le mécanisme de mobilisation de la diaspora donne lieu à des interactions périodiques fructueuses avec la diaspora africaine au Canada et la diaspora canadienne en Afrique. L'un des objectifs du gouvernement du Canada de s'appuyer sur le mécanisme de mobilisation de la diaspora pour mettre sur pied de nouvelles initiatives fondées sur les relations interpersonnelles entre le Canada et les pays africains, comme des échanges d'étudiants. Le gouvernement du Canada devrait aussi envisager d'établir un organisme consultatif plus formel qui s'occuperait des consultations menées auprès de la diaspora africaine au Canada.

Le traitement des demandes de visa

Le dernier sujet abordé durant la discussion sur le renforcement des relations commerciales et d'investissement entre le Canada et les pays africains a été la question des visas. Le comité a appris que le processus de traitement des demandes de visa en provenance de l'Afrique est excessivement long et intrusif. En particulier, il a appris que des gens d'affaires, des professionnels, des universitaires et même des représentants des gouvernements africains doivent se soumettre à de longs et pénibles processus pour obtenir un visa qui leur permettra de se rendre au Canada. Selon le haut-commissaire Prosper Higiroy, le Canada a trop peu de centres de délivrance de visas en Afrique, « ce qui limite le nombre de possibilités pour les visites de haut niveau ainsi que pour les échanges entre les secteurs privés, universitaires et autres²⁰⁶ ».

Le professeur David Hornsby a indiqué que les problèmes de délivrance des visas pourraient empêcher le Canada de profiter des connaissances et de l'expertise de spécialistes africains. Il a recommandé que le gouvernement du Canada réforme son système de visa « avec courage et empressement²⁰⁷ ». Le comité est d'accord avec lui et estime que le gouvernement du Canada devrait réviser ses processus de

²⁰⁶ AEFA, *Témoignages*, 11 décembre 2024 (Son Excellence Prosper Higiroy).

²⁰⁷ AEFA, *Témoignages*, 27 novembre 2024 (David J. Hornsby).

délivrance de visas afin d'en garantir l'équité et l'efficacité pour les demandeurs en Afrique.

Recommandation 21

Le gouvernement du Canada devrait réviser ses systèmes et ses structures de traitement des demandes de visa provenant de personnes en Afrique qui désirent se rendre au Canada afin que les délais et les normes de service connexes soient raisonnables et équitables.

Conclusion

Compte tenu de sa croissance économique, de la jeunesse de sa population et de son importance géopolitique, l'Afrique est une région d'une grande importance stratégique et une terre d'opportunités pour le Canada. Or, même si le Canada a consacré un financement important à l'Afrique, son engagement sur le continent a été plutôt sporadique, fragmenté et dénué d'une stratégie à long terme cohérente. Dans un monde de plus en plus compétitif, l'absence d'une approche globale à l'égard de l'Afrique a limité les possibilités, l'impact et l'influence du Canada sur le continent.

Le comité est d'avis que l'engagement du Canada en Afrique devrait reposer sur une approche ambitieuse, soutenue et axée sur la création de partenariats mutuellement profitables. La nouvelle Stratégie du Canada pour l'Afrique est un pas important dans la bonne direction. Elle manifeste l'intention du Canada de renforcer ses liens diplomatiques et économiques, ses relations pour la paix, la sécurité et le développement, ses liens interpersonnels et sa coopération avec les pays d'Afrique.

Bien que la Stratégie du Canada pour l'Afrique marque un tournant, elle manque de détails à propos d'objectifs mesurables, d'échéanciers et de ressources. Par conséquent, le comité recommande que le gouvernement du Canada élabore un plan d'action concret et détaillé qui définira des objectifs mesurables, des échéanciers et des ressources allouées pour garantir une mise en œuvre efficace et cohérente de la Stratégie. Le présent rapport contient aussi diverses recommandations pour donner plus de substance à la Stratégie du Canada pour l'Afrique. En somme, le comité estime qu'un engagement soutenu et axé sur les partenariats est essentiel pour permettre au Canada de contribuer de façon positive aux projets d'avenir de l'Afrique.

Annexe A – Témoins

Jeudi 30 octobre 2025

Cheryl Urban, sous-ministre adjointe, Secteur de l’Afrique, Affaires mondiales Canada

Andrew Smith, directeur général, Direction générale des affaires panafricaines, Affaires mondiales Canada

Ryan Clark, directeur général, Direction générale de l’Afrique centrale, du Sud et de l’Est, Affaires mondiales Canada

Susan Steffen, directrice générale, Direction générale de l’Afrique de l’Ouest et du Maghreb, Affaires mondiales Canada

Ben Marc Diendéré, observateur permanent du Canada auprès de l’Union africaine et de la Commission économique des Nations Unies pour l’Afrique, Affaires mondiales Canada

Marcel Lebleu, ambassadeur du Canada auprès de la République du Sénégal et envoyé spécial pour le Sahel, Affaires mondiales Canada

Jeudi 12 décembre 2024

Christopher MacLennan, sous-ministre du Développement international, Affaires mondiales Canada

Cheryl Urban, sous-ministre adjointe de l’Afrique et Affaires pangéographiques, Affaires mondiales Canada

Tara Carney, directrice, Assistance humanitaire internationale, Affaires mondiales Canada

Susan Steffen, directrice générale, Direction générale de l’Afrique de l’Ouest et du Maghreb, Affaires mondiales Canada

Mercredi 11 décembre 2024

Son Excellence Ngole Philip Ngwese, haut-commissaire, Haut-Commissariat du Cameroun au Canada

Son Excellence Prosper Higiyo, haut-commissaire, Haut-Commissariat du Rwanda au Canada

Son Excellence Souriya Otmani, ambassadeure, Ambassade du Royaume du Maroc au Canada

Son Excellence Rieaz Moe Shaik, haut-commissaire, Haut-Commissariat de l'Afrique du Sud au Canada

Jeudi 5 décembre 2024

Templar Kalundu Iga, directeur général, Centre canadien pour les Affaires africaines et la recherche politique

Robert Fowler, fonctionnaire à la retraite (à titre personnel)

James Yap, directeur par intérim, Programme des droits de la personne à l'échelle internationale, Faculté de droit, Université de Toronto (à titre personnel)

Mercredi 4 décembre 2024

Anne Delorme, directrice générale, Humanité & Inclusion Canada

Dr Jason Nickerson, représentant humanitaire au Canada, Médecins sans frontières

Wendy Harris, présidente et directrice générale, Catalyste+

Steve Gilbert, chef de l'exploitation, Nutrition International

Jeudi 28 novembre 2024

Ben Marc Diendéré, observateur permanent du Canada auprès de l'Union africaine et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Affaires mondiales Canada

Christopher Fomunyoh, directeur régional Afrique et conseiller spécial du Président, National Democratic Institute

Barbra Chimhandamba, conseillère en politiques publiques, Banque canadienne de grains

Mercredi 27 novembre 2024

George Laryea-Adjei, directeur, Groupe de programmes de l'UNICEF, UNICEF

David J. Hornsby, vice-recteur et vice-président associé (académique), professeur, École des affaires internationales Norman Paterson, Université Carleton (à titre personnel)

Isaac Odoom, professeur adjoint, Université Carleton (à titre personnel)

Jeudi 3 octobre 2024

Jacqueline O'Neill, ambassadrice du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité, Affaires mondiales Canada

Caroline Delany, directrice générale, Direction générale de l'Afrique centrale, du Sud et de l'Est, Affaires mondiales Canada

Susan Steffen, directrice générale, Direction générale de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb, Affaires mondiales Canada

Pamela Moore, directrice exécutive, Programme de paix et de stabilisation, Partenariats et programmation de l'aide internationale, Affaires mondiales Canada

Mercredi 2 octobre 2024

Meredith Preston McGhie, secrétaire générale, Centre mondial du pluralisme

Garreth Bloor, président, Chambre de commerce Canada-Afrique

Paula Caldwell St-Onge, présidente du conseil d'administration, Chambre de commerce Canada-Afrique

Jean-Louis Roy, président, Partenariat International

Edward Akuffo, professeur agrégé et directeur du Département des sciences politiques, Université de la Vallée Fraser (à titre personnel)

David Black, professeur, Département des sciences politiques, Université Dalhousie (à titre personnel)

Jeudi 23 mai 2024

Shelly Whitman, directrice générale, Dallaire Institute for Children, Peace and Security

Ann Fitz-Gerald, directrice, Balsillie School of International Affairs et professeure d'études de sécurité internationale (à titre personnel)

Marie-Joëlle Zahar, professeure titulaire et directrice du Réseau de recherche sur les opérations de paix, Université de Montréal (à titre personnel)

Nicholas Coghlan, ancien chef de bureau de l'ambassade du Canada au Soudan et ancien ambassadeur du Canada au Soudan du Sud (à titre personnel)

Jeudi 9 mai 2024

Geoffroi Montpetit, conseiller principal, Tony Blair Institute for Global Change

Sarah-Myriam Martin-Brûlé, professeure titulaire, Département de politique et d'études internationales, Université Bishop's (à titre personnel)

Mercredi 8 mai 2024

Nola Kianza, président-directeur général, Conseil canadien pour l'Afrique

Souad Elmallem, présidente-directrice générale, 6temik

Hyppolyte Fofack, titulaire de la bourse Parker, Réseau de solutions pour le développement durable des Nations Unies, Université Columbia (à titre personnel)

Jeudi 2 mai 2024

Judith McCallum, directrice exécutive, L'Institut de La vie et Paix

Thomas Kwasi Tieku, professeur titulaire de politique et de relations internationales, Collège de l'Université King's de l'Université Western Ontario (à titre personnel)

Mercredi 17 avril 2024

Marcel Lebleu, directeur général, Direction générale de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Affaires mondiales Canada

Susan Steffen, directrice générale, Direction générale panafricaine, Affaires mondiales Canada

Apeksha Kumar, directrice, Maghreb et Égypte, Affaires mondiales Canada

Kathleen Donohue, sous-ministre adjointe, Direction générale des affaires internationales, Agriculture et Agroalimentaire Canada

Stéphanie Émond, vice-présidente Impact, FinDev Canada

Agathe Gouot, conseillère principale au vice-président, Investissements, FinDev Canada

Joanne Tognarelli, vice-présidente, Développement des affaires, marchés internationaux, Exportation et développement Canada

Lorraine Audsley, première vice-présidente et chef de la gestion des risques et du développement durable, Exportation et développement Canada

Jeudi 11 avril 2024

Son Excellence Bankole Adeoye, commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité, Commission de l'Union africaine

Patience Z. Chiradza, directrice de la Gouvernance et de la Prévention des conflits, Commission de l'Union africaine

Issaka Garba Abdou, chef de division, Gouvernance et droits de l'homme, Commission de l'Union africaine

Mercredi 10 avril 2024

Beth Bechdol, directrice générale adjointe, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Lauren Phillips, directrice adjointe, Division de la transformation rurale et de l'égalité des sexes, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Nicholas Sitko, économiste principal, Division de la transformation rurale et de l'égalité des sexes, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Jeudi 8 février 2024

Christopher MacLennan, sous-ministre du Développement international, Affaires mondiales Canada

Cheryl Urban, sous-ministre adjointe, Secteur de l'Afrique subsaharienne, Affaires mondiales Canada

Marcel Lebleu, directeur général, Direction générale de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Affaires mondiales Canada

Susan Steffen, directrice générale, Direction générale panafricaine, Affaires mondiales Canada

Caroline Delany, directrice générale, Bureau de l'Afrique australe et de l'Est, Affaires mondiales Canada

Kate Higgins, directrice générale, Coopération Canada

Carelle Mang-Benza, responsable des politiques, Coopération Canada

Julie Delahanty, présidente, Centre de recherches pour le développement international

Marie-Gloriose Ingabire, directrice régionale, Afrique centrale et de l'Ouest, Centre de recherches pour le développement international

Mercredi 7 février 2024

Elise Legault, directrice, Canada, ONE

Stanley Achonu, directeur, Nigéria, ONE

Nicolas Moyer, directeur général, Cuso International

Jeudi 7 décembre 2023

Cheryl Urban, sous-ministre adjointe, Secteur de l'Afrique subsaharienne, Affaires mondiales Canada

Susan Steffen, directrice générale, Direction générale panafricaine, Affaires mondiales Canada

Caroline Delany, directrice générale, Bureau de l'Afrique australe et de l'Est, Affaires mondiales Canada

Pasquale Salvaggio, directeur général par intérim, Afrique de l'Ouest et du Centre, Affaires mondiales Canada

Annexe B – Mémoires et témoignages complémentaires

Barbra Chimhandamba, Banque canadienne de grains

Cheryl Urban, Affaires mondiales Canada

Edward Akuffo, Université de la Vallée Fraser (à titre personnel)

Jean-Louis Roy, Partenariat International

Julie Delahanty, Centre de recherches pour le développement international

Kate Higgins, Coopération Canada

Les producteurs d'œufs du Canada

Réseau canadien pour les maladies tropicales négligées

Souad Elmallem, 6temik



sencanada.ca

